

Rapport annuel



FONDATION EUROPÉENNE
pour l'amélioration des conditions de vie et de travail

Informations générales

La Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail a été créée par le règlement (CEE) n° 1365/75 du Conseil du 26 mai 1975. Elle a «pour mission de contribuer à la conception et à l'établissement de meilleures conditions de vie et de travail par une action visant à développer et à diffuser les connaissances propres à aider cette évolution». Dans cette perspective, les tâches de la Fondation sont de «développer et d'approfondir, à la lumière de l'expérience pratique, les réflexions sur l'amélioration du milieu de vie et des conditions de travail à moyen et à long terme et de déceler des facteurs de changement».

La Fondation est financée par le budget général de la Commission européenne, et les fonds qui lui sont attribués font l'objet d'une décision dans le cadre de la procédure budgétaire entre la Commission, le Conseil de ministres et le Parlement européen.

La Fondation est gérée par un conseil administratif qui comprend des représentants des gouvernements, des employeurs et des syndicats de chaque État membre et trois représentants des services de la Commission. Le président et les trois vice-présidents (élus tous les ans) sont présidents des quatre groupes et ils constituent ensemble le bureau du conseil. Le conseil se réunit deux fois par an pour déterminer des orientations, adopter le programme de travail et proposer un avant-projet de budget. Des observateurs du Comité de liaison des employeurs (CLE) et de la Confédération européenne des syndicats (CES) sont présents aux réunions. Les trois groupes se réunissent chacun une fois par an pour coordonner la stratégie.

Un comité d'experts, composé de spécialistes représentant plusieurs disciplines et nommé par le Conseil de ministres, est chargé de conseiller le directeur et le conseil d'administration dans tous les domaines relevant du mandat de la Fondation.

Tous les quatre ans, la Fondation réexamine sa stratégie et l'orientation de ses projets de recherche et, dans un climat constructif d'échanges de vues, prépare son programme de roulement. Chaque année, dans le contexte de ce programme quadriennal de roulement, un programme annuel de travail est préparé. Ces programmes sont le résultat de discussions approfondies au sein des groupes qui constituent le conseil d'administration de la Fondation et entre eux ainsi que des institutions de l'Union. Ces projets et ces programmes, confiés à des experts et à des spécialistes dans ces différents domaines, sont gérés par le personnel de la Fondation et évalués par le conseil d'administration.

Ainsi, «les connaissances scientifiques et des données techniques» que la Fondation doit transmettre aux institutions communautaires sont le résultat de recherches indépendantes entreprises en Europe sur des thèmes prioritaires définis conjointement par les partenaires sociaux, les gouvernements, la Commission, synthétisés et développés par la Fondation.

Les travaux de la Fondation relèvent du domaine public et sont accessibles à toute personne intéressée. Les résultats de la recherche sont diffusés par les publications et des programmes de séminaires. Les publications sont éditées pour la Fondation par l'Office des publications officielles des Communautés européennes et diffusées par le réseau des bureaux de vente de l'EUR-OP dans l'Union européenne. En outre, on peut télécharger les publications gratuites depuis le site de la Fondation, sur www.eurofound.ie.

Pour tout renseignement supplémentaire, veuillez vous adresser au centre d'information de la Fondation:

Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail
Wyattville Road
Loughlinstown
Co. Dublin
Irlande
Tél. (353-1) 204 31 00
Fax (353-1) 282 64 56
E-mail: postmaster@eurofound.ie

Rapport annuel

1999



La Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail est un organe autonome de l'Union européenne, créé pour aider à l'élaboration de politiques liées aux problèmes de société et du travail. Pour tout renseignement supplémentaire, veuillez consulter le site *web* de la Fondation: <http://www.eurofound.ie/>

La Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail a été créée par le règlement (CEE) n° 1365/75 du Conseil de ministres. L'article 2 précise que:

- «1. La Fondation a pour mission de contribuer à la conception et à l'établissement de meilleures conditions de vie et de travail par une action visant à développer et à diffuser les connaissances propres à aider cette évolution.
2. Dans cette perspective, les tâches de la Fondation sont de développer et d'approfondir, à la lumière de l'expérience pratique, les réflexions sur l'amélioration du milieu de vie et des conditions de travail à moyen et à long terme et de déceler les facteurs de changement. Dans l'exécution de ces tâches, la Fondation tient compte des politiques communautaires en ces domaines et elle éclaire les institutions de la Communauté sur les objectifs et les orientations envisageables en leur transmettant notamment les connaissances scientifiques et les données techniques.»

Les dispositions de l'article 13, paragraphe 1, du règlement stipulent que le conseil d'administration doit adopter chaque année un rapport général sur les activités, la situation financière et les perspectives de la Fondation européenne. Le présent rapport, qui couvre l'année 1999 a été présenté au conseil d'administration de la Fondation qui l'a adopté lors de sa soixantième réunion le 22 mars 2000.

Conformément à l'article 13, paragraphe 2, du règlement, le rapport est communiqué aux institutions de l'UE et au Comité économique et social.

Rapport annuel



FONDATION EUROPÉENNE
pour l'amélioration des conditions de vie et de travail

Une fiche bibliographique figure à la fin de l'ouvrage.

Luxembourg: Office des publications officielles des Communautés européennes, 2000

ISBN 92-828-9518-1

© Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail, 2000

Pour les droits de traduction ou de reproduction, s'adresser au directeur de la Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail, Wyattville Road, Loughlinstown, Co. Dublin, Irlande.

Printed in Ireland




Table des matières

| | |
|--|-----------|
| INTRODUCTION | 1 |
| PROGRAMME DE TRAVAIL | |
| Emploi | 7 |
| Options d'emploi de l'avenir <i>0152</i> | |
| Les emplois dans les microentreprises de l'UE <i>0201</i> | |
| Conventions collectives sur l'emploi et la compétitivité <i>0211</i> | |
| Développements dans l'utilisation du temps: BEST <i>0106</i> | |
| L'avenir du travail dans la société de l'information <i>0110</i> | |
| Égalité des chances | 10 |
| Égalité des chances et négociation collective dans l'UE <i>0166</i> | |
| Emploi, famille et activités communautaires: un nouvel équilibre pour les femmes et les hommes <i>0202</i> | |
| Promouvoir l'égalité du genre sur le lieu de travail <i>0215</i> | |
| L'organisation du travail et le genre <i>0216</i> | |
| Santé et bien-être | 13 |
| Suivi des conditions de travail <i>0156</i> | |
| Politiques de l'emploi et conditions de travail <i>0203</i> | |
| La conception pour l'intégration <i>0161</i> | |
| Participation | 16 |
| Glossaire européen des relations industrielles et base de données <i>0118</i> | |
| L'information et la consultation dans les multinationales européennes <i>0116</i> | |

| | |
|---|-----------|
| Les implications sociales de l'UEM 0200 | |
| Observatoire européen des relations industrielles (EIRO) 0188 | |
| La nature et l'étendue de la participation financière de l'UE 0218 | |
| Cohésion sociale | 19 |
| Démarches intégrées des politiques actives de protection sociale et d'emploi 0194 | |
| Les services publics de protection sociale: la qualité de la vie au travail et la qualité du service 0209 | |
| Développement durable | 22 |
| La conception pour le développement durable 0204 | |
| Instruments économiques pour le développement durable 0205 | |
| L'éducation et la formation professionnelle pour le développement durable dans les PME 0206 | |
| Conférence européenne sur le rôle des partenaires sociaux dans le développement durable 0213 | |
| Programme de coordination, d'échange et d'information/de diffusion | 25 |
| Systèmes et services d'information 0169 | |
| Programme multilingue de publications électroniques/et traditionnelles 0173 | |
| Promotion et relations publiques 0180 | |
| ANNEXES | 29 |
| 1. Dépenses de la Fondation en 1999 | |
| 2. Conseil d'administration (au 31 décembre 1999) | |
| 3. Comité d'experts | |
| 4. Personnel de la Fondation (au 31 décembre 1999) | |
| 5. Réunions de la Fondation en 1999 | |
| 6. Conférences internationales en 1999 | |
| 7. Publications de la Fondation | |




Introduction

En 1999, la Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail a mis en œuvre son vingt-deuxième rapport annuel de travail. Le programme a pour objectif de traiter six défis liés aux conditions de vie et de travail de manière pratique et spécifiquement liés aux besoins des décideurs et des partenaires sociaux.

Le programme s'appuie sur le programme quadriennal de roulement 1997-2000 «Relever les défis de la société européenne»; il porte sur les thèmes: emploi, égalité des chances, santé et bien-être, cohésion sociale, participation et développement durable. Ces thèmes se retrouvent dans de nombreuses activités de recherche, de débat et de diffusion, gérées par la Fondation et orchestrées dans l'Union européenne.

L'emploi est toujours le point fort du programme. Conçu pour examiner les aspects qualitatifs de l'emploi, il avait pour objectif d'anticiper et d'analyser l'évolution du marché du travail du point de vue de l'amélioration des conditions de vie et de travail. Les préférences de la force de travail en matière d'horaires de travail, l'organisation du travail, la création d'emplois dans les PME, l'égalité des chances, la participation, le vieillissement dans le cadre de l'emploi étaient quelques aspects traités dans le programme. En 1999, la troisième enquête européenne sur les conditions de travail a été commanditée, et ses résultats seront disponibles en 2000. L'analyse des données de l'enquête «Les options d'emploi de l'avenir» a commencé en 1999 et a été promue par des communications lors des réunions ministérielles de l'UE à Helsinki et à Stockholm et par une grande campagne de presse.

Pendant les présidences de l'UE en Allemagne et en Finlande, la Fondation a apporté une contribution importante dans plusieurs domaines. En Finlande, la Fondation a collaboré à une conférence sur le vieillissement et l'emploi avec le ministère finlandais des affaires sociales et de la santé, du travail et de l'éducation, l'institution des assurances sociales et l'institut central de sécurité des pensions. La conférence a examiné le développement d'approches plus intégrées pour des stratégies visant à appuyer les opportunités d'emploi pour les travailleurs vieillissants. Le rapport de la conférence, publié par la Fondation, a été promu dans toute l'Europe. Il constitue un texte de référence sur les démarches stratégiques pour une force de travail vieillissante.

Étant donné son expérience en matière de recherche dans le domaine de l'organisation du travail, la Fondation s'est jointe à d'autres institutions comme membre fondateur du réseau européen d'organisation du travail créé par la Commission pour répondre aux défis, afin de mettre en œuvre le pilier «capacité d'adaptation» de la stratégie de l'emploi tel qu'il est indiqué dans la communication «Moderniser l'organisation du travail, une approche positive du changement». La sixième conférence «Écologie du travail» a eu lieu à Bonn pendant la présidence allemande; elle a examiné des démarches novatrices en matière d'organisation du travail et leur impact sur les relations de travail par le biais d'environ vingt présentations dirigeants/travailleurs. Une réunion du réseau européen a eu lieu en liaison avec cette conférence.

De nouvelles qualifications et de nouvelles compétences sont essentielles pour la création d'emplois et le développement durable; l'éducation et la formation en matière d'environnement et de durabilité sont maintenant un des cinq domaines prioritaires en liaison avec le cinquième programme communautaire de politique et d'action en matière d'environnement. Ce thème a été repris dans une conférence organisée par la Fondation sur le rôle des partenaires sociaux dans le développement durable. Répondre aux exigences présentes et futures en matière d'environnement dans les PME est le point fort des travaux de la Fondation dans ce domaine.

L'égalité des chances est maintenant insérée dans tous les projets de la Fondation. En 1999, les conclusions de la Fondation sur la négociation collective et l'égalité des chances ont été promues dans plusieurs forums tels que la CES, l'association européenne de sociologie et le ministère français des affaires étrangères en collaboration avec la Commission européenne. De nouvelles données de l'enquête sur les options d'emploi en ce qui concerne la conciliation de la vie de famille et de la vie professionnelle ont été analysées et diffusées lors de conférences, de communications et par voie de presse.

Les programmes d'échange d'informations avec l'Europe centrale et orientale se sont poursuivies en 1999. Des représentants des syndicats, des gouvernements, des employeurs et des universitaires ont participé à deux séminaires organisés à la Fondation à Dublin sur le rôle des partenaires sociaux et des gouvernements pour créer des opportunités en matière de dialogue social et d'égalité des chances. En complétant ce travail, la Fondation a également préparé, à des fins de diffusion dans la langue de chaque pays des dossiers d'information pour les partenaires sociaux en Estonie, en Hongrie, en Pologne, en République tchèque, et en Slovénie. Les dossiers portent sur quatre domaines importants dans ces pays: la santé et la sécurité au travail, l'égalité de traitement des hommes et des femmes, le dialogue social et le droit du travail.

La Fondation travaille en collaboration avec la Commission et l'Organisation internationale du travail sur le développement du télétravail dans un contexte mondial; la Fondation et la Commission se concentrent sur l'Europe et le reste du monde. Dans le cadre de son programme, elle a organisé un atelier «Le télétravail transfrontalier — Vers la formulation d'un programme international de recherche».

Le renforcement des outils de diffusion de la Fondation pour compléter les fonctions de débat et de recherche a joué un rôle essentiel en 1999. La Fondation s'est livrée à des travaux approfondis pour développer sa capacité informatique afin de répondre à l'accroissement de la demande par son site *web*, la base de données «Resource», le développement d'EIROOnline (base de données des relations industrielles).

Les travaux de la Fondation sur l'analyse des accords relatifs aux comités d'entreprise européens ont été présentés lors d'une grande conférence organisée par les partenaires sociaux en collaboration avec la Fondation. Ces données sont maintenant disponibles en ligne sur un sous-site du site *web* de la Fondation, et il y a là une source gratuite d'informations pour les employeurs et les travailleurs. Ce développement a été très remarqué dans de nombreux périodiques en Europe.



Les chiffres de 1999 pour le site *web* EIROOnline montrent une croissance importante: 84 031 sessions d'utilisateurs, 4 578 transferts de documentation de la Fondation sur son site *web* et 91 372 sessions d'utilisateurs sur EIROOnline.

Pendant cette année, la coopération a été très étroite entre les services de la Commission et ceux de la Fondation ainsi qu'avec plusieurs institutions européennes et les partenaires sociaux. Cette collaboration est décrite en détail dans les résumés des activités pour 1999 à chaque défi. En novembre 1999, M. Verborgh s'est adressé à la commission des affaires sociales et de l'emploi du Parlement européen et a souligné que la Fondation s'engageait à renforcer ses liens avec cet organe. La Fondation était présente à plusieurs conférences importantes pendant cette année pendant les présidences de l'UE et à d'autres manifestations telles que le congrès de la CES à Helsinki en juin. En outre, les bureaux de la Commission européenne en Allemagne, en France, en Finlande et en Suède ont organisé des conférences de presse au nom de la Fondation pendant cette année. Elle maintient ses contacts avec l'Agence européenne pour la santé et la sécurité au travail afin de renforcer la complémentarité et la synergie et aussi éviter le double emploi.

La Fondation poursuit sa collaboration avec d'autres agences et institutions de l'UE sur le développement et l'usage d'un nouveau système de comptabilité. Le système s'appuie sur le système Si2 mis en place à la Commission.

Pour la première fois, la Fondation a entrepris une évaluation systématique de son travail au cours des trois premières années du programme de roulement 1997-2000. La Fondation s'engage ainsi dans sa première étape à entreprendre un examen continu de ces résultats dans le cadre de son mandat.

Les agences et les institutions qui bénéficient de financements de l'UE se livrent de plus en plus souvent à une évaluation des effets et des résultats des programmes. On envisage que l'évaluation, qui est une dimension des stratégies visant à améliorer la transparence et les responsabilités financières, sera dans un avenir pas trop éloigné une obligation pour toutes les initiatives bénéficiant d'un appui de l'UE. La Fondation a réagi à ces développements en lançant son propre processus d'évaluation adapté à ses objectifs et à ses activités. Le travail a commencé en mai 1999, après que le conseil d'administration a demandé une évaluation intérimaire du programme de travail en cours — «Relever les défis de la société européenne: un programme pour 1997-2000» — afin de tirer parti des leçons du programme de travail pour la période 1997-1999. Les leçons de cette expérience sont considérées comme un élément important dans la conception du futur programme de travail quadriennal.

La Fondation a répondu à la demande du Conseil en attribuant la responsabilité de la coordination du processus d'évaluation en ce qui concerne l'évaluation intérimaire immédiate et la conception d'évaluation à long terme à un agent attaché à la direction, ce qui montre qu'on reconnaît le caractère essentiel de l'évaluation de toutes ses activités.

L'activité intérimaire a été entreprise par des rapporteurs (chargés de recherche) pour chaque défi ainsi que dans deux domaines développés pendant le programme en cours — organisation du travail et EIRO. Il a été demandé aux rapporteurs d'identifier les conclusions des études et des projets entrepris et diffusés depuis 1997, les résultats du programme à l'heure actuelle (publications, bases de données, débats, conférences, etc.) et des exemples de réalisations.

L'évaluation intérimaire s'est terminée à la fin de l'année et peut être résumée dans ces termes: «On reconnaît qu'une grande partie de la fonction de recherche et d'information appuie l'innovation et le transfert d'expériences dans l'UE. Les travaux de la Fondation montrent également que l'approche collaborative et/ou le partenariat qui implique les partenaires sociaux a été couronnée de succès dans le domaine des conditions de vie et de travail; l'expertise du personnel de la Fondation est reconnue et largement exploitée comme l'indiquent les résultats du programme.»

Le processus d'évaluation ne se déroule pas de manière isolée — il est étroitement lié à un programme de formation en management qui a commencé à la fin de cette année et à des propositions concernant un processus d'évaluation plus structuré de la performance. La création d'une «culture» d'évaluation de la Fondation ne se fera pas instantanément, mais on a déjà jeté les bases d'une évaluation plus structurée, continue et approfondie. Les avantages pour la Fondation sont nombreux — ce processus devrait affiner le programme de travail et renforcer la coordination des activités.

En se focalisant sur sa contribution, la Fondation a entamé un processus de consultation et de débat visant à mettre au point ce nouveau programme de travail pour 2001-2004. Le processus de préparation était ouvert aux usagers et aux experts indépendants. Les représentants du conseil d'administration, du personnel de la Commission, des organisations, des experts appartenant aux grands domaines d'activités de la Fondation ont participé à des séminaires de *brainstorming* en novembre/décembre pour définir de nouveaux problèmes, examiner la stratégie de communication de la Fondation et identifier les moyens de renforcer les liens avec les stratégies de l'UE. Les séminaires ont porté sur les travaux de la Fondation: conditions de vie, conditions de travail et relations industrielles.

En 1999, la Fondation a traversé une période de transition, sa structure organisationnelle et ses effectifs ont subi des changements importants. Après quatorze ans comme directeur, Clive Purkiss a pris sa retraite et Eric Verborgh est maintenant directeur faisant fonction. Malheureusement, Norman Wood, chef de la section «Information, documentation et diffusion», est décédé en juin après une longue maladie. Au début de juin, l'Institute of Information Scientists (IIS) lui avait décerné un *fellowship* honoraire en reconnaissance de sa contribution au développement de l'informatique. Eberhard Köhler a été nommé responsable opérationnel et Wendy O'Conghaile conseillère à la direction en charge de l'évaluation. La section «Traduction» a été restructurée et remplacée par l'unité des services linguistiques; le centre de traduction de Luxembourg effectue maintenant la majorité des traductions pour la Fondation.

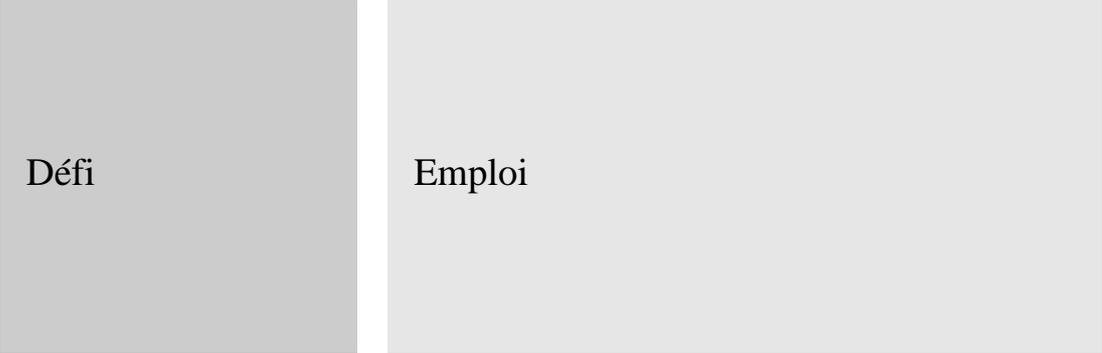
Timo Kauppinen, arrivé à la Fondation en 1997 comme expert national détaché pour le ministère finlandais du travail, a été nommé «chargé de recherche». Agnès Parent-Thirion, Jean-Michel Miller et Stavroula Demetriades sont arrivés comme chargés de recherche. Un nouveau comité d'experts a été nommé en octobre par le Conseil de l'Union européenne.

Le conseil d'administration de la Fondation s'est réuni en séance plénière en mars et en novembre, et chacun de ses groupes a tenu une réunion supplémentaire au milieu de l'année. Jan Willem Van den Braak, du groupe des employeurs, a continué comme président du conseil, les vice-présidents étant Marjaana Valkonen (groupe des travailleurs), Marc Boisnel (groupe des gouvernements) et Odile Quintin (Commission européenne).

Le programme de recherche de 1999 a suivi le cadre du programme de roulement 1997-2000. Du point de vue administratif, le travail a été entrepris sous forme de projets, et, du point de vue intellectuel, tous les projets ont été conçus pour contribuer aux objectifs d'au moins un des défis du programme. Les pages suivantes donnent un bref aperçu des travaux entrepris en 1999.

■ Programme de travail



Défi

Emploi

Contexte

Étant donné des restrictions budgétaires draconiennes et le durcissement de la concurrence au niveau mondial, l'Europe est confrontée à de grands défis en ce qui concerne la création d'emplois, la structure de l'emploi et l'exclusion sociale. Un degré élevé d'emploi reste l'objectif prioritaire de l'Europe.

Un tel défi n'est pas seulement économique. Aujourd'hui, la croissance économique va de pair avec de grands changements en ce qui concerne les conditions de travail, le statut de l'emploi, la participation sur le lieu de travail, l'organisation du marché du travail et les systèmes de protection sociale. Des analyses communes sont nécessaires pour étudier certains aspects comme l'impact de l'emploi sur la santé, la qualité des emplois récemment créés, la redistribution du temps, la transformation du marché du travail, l'évolution de l'éducation et de la formation, des stratégies renforçant l'inclusion sociale, des politiques de l'emploi efficaces et coordonnées.

La Fondation a effectué de nombreuses recherches dans ce domaine en 1999. Après les perspectives du programme quadriennal de roulement 1997-2000 et les «lignes directrices pour l'emploi» européennes de 1997, les projets de recherche ont apporté des contributions spécifiques dans les domaines suivants:

- options d'emploi de l'avenir (0152);
- emplois dans les microentreprises de l'UE (0201);
- développements dans l'utilisation du temps (0106);
- conventions collectives sur l'emploi et la compétitivité (0211);
- avenir du travail dans la société de l'information (0110).

Certains projets sont déjà terminés, d'autres sont en cours et attendent des résultats et des publications. Les résultats ont été largement diffusés dans l'UE. Ils ont été également présentés à une audience d'experts de la Commission (direction générale de l'emploi et des affaires sociales) qui a donné une réponse très encourageante et a promis d'utiliser au maximum ces résultats. Trois conférences de presse, auxquelles ont participé des observateurs et des experts spécialisés,

au cours desquelles les résultats de l'enquête «Options de l'emploi» ont été présentés, ont été organisées dans les bureaux de représentation de la CE en Allemagne, en Finlande et en Suède.

Les objectifs, le contenu et les premiers résultats de l'enquête sur les emplois dans les microentreprises de l'UE ont été présentés et débattus à un atelier organisé par la Fondation en coopération avec l'Institut suédois pour la vie au travail. Les conclusions seront présentées à la conférence «La vie au travail» en janvier 2001 en Suède.

Les problèmes d'emploi font partie intégral de la recherche dans d'autres défis. Par exemple, la Fondation a effectué des recherches importantes dans le domaine du maintien, du recyclage et de la réintégration des travailleurs âgés dans l'emploi. Dans le cadre de la contribution de la Fondation à l'Année internationale des Nations unies des personnes âgées et dans le contexte de la stratégie de l'emploi en Europe, une grande conférence a été organisée par les ministères, les fonds de pension et les organisations d'assurances sociales en Finlande.

La conférence «Stratégies actives pour une force de travail vieillissante» qui a eu lieu à Helsinki a examiné le développement, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques en faveur d'une participation, d'une performance et d'une productivité optimale de la force de travail vieillissante. Un rapport de la conférence a été publié par la Fondation et présenté à la conférence de la Commission «Le vieillissement actif» qui a eu lieu à Bruxelles en novembre.

La Fondation poursuivra des recherches approfondies (quantitatives et qualitatives) dans ce domaine, en cherchant surtout à coordonner les données existantes et à travailler plus étroitement avec d'autres organes européens (directions générales de l'emploi et des affaires sociales, d'une part, et de la recherche, d'autre part, de la Commission européenne, Comité économique et social, Parlement européen, partenaires sociaux, etc.). On s'intéressera particulièrement aux formes atypiques d'emploi (par exemple travail en agence d'intérim), à la participation sur le marché du travail, aux horaires de travail actuels et futurs, à l'égalité des chances.

Résumé des activités en 1999

Options d'emploi de l'avenir 0152

L'enquête «Les options d'emploi de l'avenir», lancée il y a deux ans dans les quinze États membres et en Norvège, représente une enquête importante sur la force de travail. Elle analyse à la fois les situations actuelles et les intentions futures en matière d'emploi (jusqu'à cinq ans); elle porte sur des questions telles que les formes d'emploi, les modalités du temps de travail, les différences selon l'âge et le sexe, etc.

La Fondation s'est consacrée au cours de l'an dernier à la préparation de rapports approfondis sur la participation du temps de travail, l'âge et le genre, la conciliation de la famille et de la vie professionnelle, le temps de travail et l'espace, le travail en indépendant. L'analyse portait sur quatre groupes: les personnes employées à l'heure actuelle, les personnes retournant au travail (après une interruption), les jeunes entrant sur le marché du travail, les personnes au chômage. Entre autres, les données soulignent le fait que les modalités du temps de travail sont considérées comme une préoccupation majeure de la force de travail, pour ceux qui ont déjà un emploi ou ceux qui cherchent à se réintégrer sur le marché du travail.

Les entreprises dans les microentreprises de l'UE 0201

La création d'emplois est une priorité dans l'UE, et les microentreprises (de 1 à 9 salariés) sont une des sources principales de création d'emplois. Néanmoins, on sait très peu de choses sur ce type d'emploi et les conditions de travail. Le projet vise à fournir des informations aux décideurs sur la manière de mettre en œuvre des mesures adéquates pour aider employeurs et travailleurs à



créer un emploi de qualité dans les très petites entreprises et sur la manière d'obtenir un pourcentage élevé de succès et de durabilité.

Cette recherche étudie le lien entre la quantité et la qualité de ces emplois. Cette information peut permettre de mieux comprendre la durabilité des emplois et la nécessité de mettre en place des politiques d'appui spécifique pour les microentreprises. Une étude comparative démarrée en 1999 portait sur la situation dans des microentreprises françaises, grecques, suédoises et britanniques. Les données de l'enquête de la Fondation de 1996 sur les conditions de travail sont également utilisées dans ce projet. Les résultats seront disponibles en 2000.

Conventions collectives sur l'emploi et la compétitivité 0211

Dans le contexte de la stratégie de l'emploi dans l'Union européenne, un nombre croissant de conventions collectives ont été signées dans plusieurs États membres au niveau national, sectoriel, l'entreprise ou lieu de travail; elles adoptent la démarche du partenariat en améliorant la compétitivité et, en même temps, en protégeant l'emploi. Elles contiennent plusieurs principes généraux, tels que des niveaux d'emploi garantis en échange de la flexibilité dans plusieurs domaines.

La Fondation a étudié ces conventions au niveau sectoriel, plus particulièrement au niveau de l'entreprise et du lieu de travail, et les a appelées «Pactes pour l'emploi et compétitivité» (PEC). En 1999, un document a été publié sur ces concepts clés; il cerne un cadre analytique et définit les PEC.

Plus de quarante études de cas ont été entreprises dans sept États membres, et des rapports sur les contextes nationaux de ces pays ont été rédigés. Après une analyse, deux rapports ont été préparés: une comparaison des études de cas et un rapport général qui compare les tendances entre les États membres. Ces documents ont été discutés à un atelier avec des représentants de la Commission européenne, des partenaires sociaux, des gouvernements et d'autres experts en décembre 1999.

Développements dans l'utilisation du temps: BEST 0106

La gestion du temps a pris une nouvelle importance dans les études sur l'urbanisme et le temps de travail industriel, afin d'améliorer les conditions de vie et de travail des citoyens. *BEST* («Bulletin d'études européennes sur le temps»), périodique publié par la Fondation au début des années 90, a été lancé sous une nouvelle présentation en 1999. Un supplément sous forme de bulletin «*On Time*» sera publié deux fois par an. *BEST* a été conçu comme plate-forme de débat sur les problèmes de temps. Il est également disponible en ligne à l'adresse suivante: www.eurofound.ie.

L'avenir du travail dans la société de l'information 0110

L'activité principale dans ce domaine en 1999 a été la collaboration de la Fondation avec l'Organisation internationale du travail qui a examiné les applications transfrontalières des nouvelles technologies de l'information (télétravail offshore, délocalisation internationale).

En vue de la présidence suédoise, le Bureau national suédois pour le développement technique et industriel et la Fondation ont organisé un atelier européen — Le télétravail, le marché du travail, la santé et le bien-être — qui a eu lieu à la Fondation en novembre 1999. Cet atelier a examiné: le télétravail transfrontalier, le télétravail, la santé et la sécurité au point de vue organisationnel; le télétravail, le droit au travail et la sécurité sociale.



Défi

Égalité des chances

Contexte

Le quatrième pilier des lignes directrices pour l'emploi en Europe est l'égalité des chances, et l'intégration de la dimension homme/femme est nécessaire pour chacun des autres. Le programme de la Fondation sur l'égalité des chances a incorporé ces exigences en adoptant l'intégration des questions de genre et une action positive dans sa démarche. Toutes les stratégies s'inscrivent dans une démarche égalitaire, et les problèmes d'égalité sont pris en compte dans tous les domaines.

Les trois principaux objectifs du programme sont: l'évaluation de stratégies pour promouvoir l'égalité des chances; l'examen des obstacles à l'implication dans le processus de prise de décision et les potentiels qui existent en la matière; l'analyse de l'impact de la société de l'information, de l'Union européenne monétaire et de l'évolution du marché du travail sur l'égalité des chances pour tous les groupes victimes de discrimination. La Fondation se focalise sur les problèmes de genre comme de race et d'âge, et les problèmes de handicap sont aussi inclus.

Le rôle de la négociation collective dans l'égalité des chances, son potentiel et ses limites, étudiés depuis 1994, sont un domaine relativement nouveau pour les partenaires sociaux et la Commission européenne. C'était autrefois un domaine généralement régulé par des discussions juridiques nationales ou européennes. Néanmoins, la recherche de la Fondation montre le potentiel que présente la négociation collective pour intégrer l'égalité des chances dans les relations industrielles; elle a apporté une contribution au programme actuel de l'UE sur l'égalité des chances en ce qui concerne l'équilibre du genre dans la prise de décision.

La recherche montre qu'il existe de nombreux accords bons et novateurs prenant en compte l'égalité dans l'UE dans des domaines tels que la conciliation de la vie professionnelle avec la vie familiale. La recherche de la Fondation a présenté des exemples qui pourraient être encouragés et a souligné le rôle des partenaires sociaux pour créer un marché du travail qui intègre mieux les questions de genre.



Ces résultats ont été également utilisés par le comité des femmes de la CES pour une campagne de sensibilisation à la CES et un manuel de formation pour renforcer la prise en compte du genre à l'intention des négociateurs syndicaux.

En dehors du défi, conformément à la politique d'intégration de la Fondation, les problèmes de genre ont été l'objet d'une attention considérable en 1999: options d'emploi de l'avenir; démarches intégrées des politiques actives d'aide sociale et de l'emploi; suivi des conditions de travail et conférence «Stratégies actives pour une force de travail vieillissante».

Certains résultats de l'enquête sur les options d'emploi ont été présentés lors d'une conférence ministérielle sur l'égalité des chances et l'emploi pendant la présidence finlandaise. La Fondation a aussi organisé une conférence sur le genre et l'âge et l'organisation du travail pour examiner les conclusions de ce rapport sur la dimension du genre de la participation directe dans le changement organisationnel.

Résumé des activités en 1999

Égalité des chances et négociation collective dans l'UE 0166

La recherche de la Fondation a montré que la négociation collective peut jouer un rôle très important comme mécanisme pour renforcer et intégrer les questions de genre dans la négociation collective. En même temps, elle offre des possibilités pour améliorer et moderniser le processus de négociation collective. Le projet de recherche de cinq ans entrepris par la Fondation est arrivé à sa fin en 1999. Les experts nationaux des quinze États membres ont analysé des accords qui avaient de bonnes chances de promouvoir l'égalité, et le processus par lequel on arrive à ces accords a été également étudié.

En 1999, le rapport final *Renforcement et intégration de l'égalité des chances par la négociation collective dans l'Union européenne* a été publié en onze langues. C'est un résumé des résultats préparé en collaboration avec la direction générale de l'emploi et des affaires sociales de la Commission européenne. Il relie les conclusions des projets aux lignes directrices pour l'emploi en Europe.

La diffusion des résultats était au centre même des travaux pendant l'année 1999. Les résultats ont été présentés à un vaste public en novembre, dont des participants au congrès de la CES à Helsinki et à la conférence «Hommes et femmes au pouvoir» organisée par la Commission européenne, le ministère français des affaires étrangères et l'Association européenne de sociologie.

Emploi, famille et activités communautaires: un nouvel équilibre pour les femmes et les hommes 0202

Les huit pays participant à cette étude sur les «nouveaux emplois» dans les services à domicile (Allemagne, France, Italie, Pays-Bas, Autriche, Portugal, Finlande et Royaume-Uni) ont présenté leurs rapports nationaux en 1999 en terminant la première phase du projet.

À une réunion de chercheurs en décembre, les conclusions et les recommandations des études et leurs implications ont été débattues ainsi que la structure du rapport de synthèse européen. On a souligné les conclusions sur la création d'emplois dans les services à domicile, les travailleurs et leurs conditions de travail, les expériences couronnées de succès dans ce secteur. L'égalité des chances entre les femmes et les hommes et les actions entreprises pour promouvoir la conciliation du travail avec la famille et les activités communautaires font partie intégrante de l'étude.

Le rapport de synthèse sera préparé pendant la première moitié de 2000. Il identifiera des mesures pour améliorer la capacité d'insertion professionnelle, la qualité du travail et la

prestation des services. Le document de référence qui oriente la recherche a été publié et transmis aux parties intéressées. Il décrit les grands développements dans les stratégies de l'UE; il explore les éléments de changement dans les activités quotidiennes des hommes et des femmes; il débat le potentiel que présente la création de nouveaux emplois et définit des lacunes dans les connaissances existantes.

Promouvoir l'égalité du genre sur le lieu de travail 0215

Ce projet poursuit les conclusions du projet sur la négociation collective et les résultats de la deuxième enquête européenne sur les conditions de travail, afin d'identifier des modalités permettant de promouvoir l'égalité des chances au niveau de l'entreprise. Ce projet porte sur sept États membres: Allemagne, Espagne, France, Italie, Pays-Bas, Finlande et Royaume-Uni.

Les programmes d'égalité dans les entreprises sont évalués pour calculer leur impact sur l'égalité du genre au travail. La recherche examinera également le potentiel pour mettre au point un «baromètre d'égalité» afin d'évaluer toute la structure de l'entreprise telle que les crèches, les prestations supplémentaires et l'atmosphère sur le lieu de travail. Les éléments les plus importants du projet seront examinés en 2000; sept rapports nationaux et un rapport de synthèse sont prévus.

L'organisation du travail et le genre 0216

À partir du projet EPOC (participation directe des salariés dans le changement organisationnel), la Fondation a entrepris une analyse secondaire de données sur les 5 800 réponses de l'enquête de travail en ce qui concerne le lien entre les différentes formes de participation directe, l'organisation sociale du travail et les opportunités pour la promotion de l'égalité au travail. Un rapport a été publié en 1999.

Le rapport et ces résultats constituaient la base d'un débat lors d'une conférence qui a eu lieu à la Fondation en septembre 1999. On a reconnu qu'il était possible de promouvoir l'égalité au travail par le pilier «capacité d'adaptation», en ayant recours à l'organisation du travail pour promouvoir les objectifs du pilier «égalité des chances» des lignes directrices pour l'emploi.



Défi

Santé et bien-être

Contexte

Les conditions de vie et de travail sont au centre même de l'étude de la Fondation en matière de santé et de bien-être. Par ces travaux, la Fondation a mis la qualité de la vie au travail dans le domaine politique. Les conditions de travail ont un impact profond sur la santé et le bien-être de la force de travail. La recherche de la Fondation examine ce lien de plus en plus complexe, en évaluant les nouvelles tendances de l'impact sur les conditions de vie des citoyens d'Europe affectés par la restructuration des entreprises et le vieillissement de la force de travail.

L'évolution des technologies, de la production et des modalités d'emploi font qu'il faut repenser les politiques européennes de la santé au travail. Les politiques qui ont été conçues pour une société industrielle doivent s'adapter à une situation postindustrielle. La Fondation étudie en continu les changements dans les conditions de travail, en examinant l'organisation du travail, les modalités du temps de travail, des variables telles que le statut de l'emploi, le genre et l'âge. Elle a pour objectifs d'identifier: les risques et les travailleurs vulnérables; de nouveaux indicateurs pour suivre les tendances; de nouvelles approches en matière de prévention du risque.

En 1999, la troisième enquête des conditions de travail a été commanditée et se déroulera en 2000. Elle fournira des données sur le temps pour qu'on les compare avec les résultats de l'enquête 1991-1992 et 1995-1996. Ces enquêtes apportent des contributions considérables sur d'autres projets: temps de travail, promotion de l'égalité du genre, vieillissement de la force de travail et société de l'information.

Le marché du travail est caractérisé par une augmentation importante du travail précaire dans l'UE (travail intérimaire et contrats de durée déterminée). Les recherches de la Fondation ont étudié les implications de ce type d'emploi et ont souligné le rapport qui existe entre création d'emplois et qualité du travail ainsi que les facteurs à étudier si l'on veut améliorer la qualité du travail dans le travail temporaire.

Le programme de travail est conçu pour contribuer aux initiatives européennes: programme d'action sociale de la Commission européenne (1998-2000), programme communautaire sur la santé et la sécurité au travail (1996-2000) et lignes directrices pour l'emploi de l'UE. La Fondation travaille en collaboration avec l'Agence européenne pour la sécurité et la santé au travail (Bilbao).

Résumé des activités en 1999

Suivi des conditions de travail 0156

Pour assurer le suivi des conditions de travail, la Fondation a mis au point une enquête représentative par interview qu'elle a effectuée tous les cinq ans depuis 1990. Les données fournissent des données originales et harmonisées sur une vaste gamme de tendances sur les conditions de travail en Europe.

En 1999, un questionnaire plus poussé a été mis au point pour la troisième enquête. Le nombre d'échantillons a augmenté pour permettre une analyse sectorielle, le questionnaire a été amendé pour porter sur de nouveaux problèmes et des variables, y compris les horaires flexibles et le travail répétitif qui peuvent avoir un impact considérable sur la vie au travail.

La diffusion des résultats de la deuxième enquête des conditions de travail s'est poursuivie en 1999. L'enquête a joué un rôle important pour combler des lacunes. Plusieurs institutions européennes dont la Commission, le comité consultatif pour la santé et la sécurité au travail, la Confédération européenne des syndicats (CES), le Bureau technique européen pour la santé et la sécurité, l'Agence de Bilbao et de nombreuses organisations nationales ont beaucoup utilisé les résultats de l'enquête. Les travaux de la Fondation ont donc animé le débat.

Politiques de l'emploi et conditions de travail 0203

Les recherches qui ont démarré en 1998 dérivent des résultats de la deuxième enquête européenne sur les conditions de travail. L'enquête montre une expansion des formes atypiques de l'emploi dans l'UE et souligne le lien entre ces formes d'emploi et de mauvaises conditions de travail. En 1999, la recherche a analysé l'influence des politiques des ressources humaines sur les conditions de travail (définies de manière générale et portant sur des thèmes tels que la santé, la participation, les savoir-faire, etc.) et, en particulier, le recours à diverses formes de flexibilité interne et externe.

Alors que les données statistiques relient emploi atypique et mauvaises conditions de travail, des approches qualitatives reflètent une variété de situations. La recherche a tiré trois grandes conclusions: des progrès considérables ont été accomplis dans le domaine de la santé et de la sécurité au travail, même si de nouveaux défis émergent (par exemple combinaison de risques physiques et psychosociaux); le manque d'information et de formation paraît un facteur déterminant en ce qui concerne la discrimination entre travailleurs permanents et travailleurs non permanents quant aux conditions de travail; la flexibilité fonctionnelle (polyvalence, travail d'équipe, etc.) est très fréquente dans les entreprises européennes et son impact sur la réduction des expositions aux risques paraît limitée: elle ne peut remplacer les véritables politiques de la santé et de la sécurité.

C'est pourquoi d'autres recherches sont nécessaires sur l'emploi atypique (par exemple contrats intérimaires) dans chaque État membre, sur des thèmes tels que les définitions juridiques par pays, l'organisation du travail et la segmentation, la négociation collective.



La conception pour l'intégration 0161

Pour des raisons législatives, culturelles et historiques, l'emploi des personnes handicapées varie selon le pays. Souvent, les problèmes de handicap et de lieu de travail sont très limités: on ne parle que de mobilité et de chaise d'infirmes. Néanmoins, l'importance de ces problèmes sur la conception de l'espace de travail va bien plus loin et affecte de manière importante l'économie européenne et sa population active.

Un guide CD-ROM pour l'intégration des personnes handicapées sur le lieu de travail dans l'industrie, *Making Workplaces Accessible*, a été édité et diffusé par la Fondation en 1999. Ce guide contient une information facile à utiliser pour l'intégration des personnes handicapées. Il indique également des initiatives stratégiques, des plans et des cadres opérationnels nécessaires pour améliorer la situation lorsqu'une entreprise veut s'investir dans les ressources humaines.



Défi

Participation

Contexte

La participation est au centre de ce qu'on a appelé le modèle social européen. Dans une société en évolution rapide, une meilleure participation des acteurs sociaux dans le processus de prise de décisions et la mise en place de stratégies sont un élément important lorsqu'il s'agit de confronter les grands changements économiques (libéralisation, globalisation), technologiques (société de l'information), écologiques (développement durable) et sociaux (accroissement de la richesse combinée à une augmentation de l'inégalité). Les stratégies doivent créer et appuyer un processus efficace de participation réelle, puisque le changement, le développement durable, l'adaptabilité et la cohésion sociale dépendent d'une véritable implication. En tant qu'organisation quadripartite qui comprend les partenaires sociaux, la Fondation joue un rôle naturel dans cette démarche de l'Union européenne.

Les défis qui confrontent l'Union ont débouché sur de nouvelles responsabilités aux niveaux collectif et individuel et dans les domaines public et privé. De nouveaux rôles pour divers organes tels que les partenaires sociaux, les organisations bénévoles et les pouvoirs publics se développent. Nous voyons de nouvelles formes de solidarité qui débouchent sur de nouveaux partenariats entre toutes les parties prenantes dans les domaines économique, environnemental et social.

L'UE a réagi à ces défis en renforçant et en réorganisant le dialogue social européen, en créant et en appuyant le dialogue civil à l'aide des tribunes de la politique sociale européenne, en réorientant les Fonds structurels pour arriver à une application plus poussée d'initiatives locales et d'acteurs; en mettant au point de manière systématique un tripartisme européen, y compris certaines organisations des partenaires sociaux reconnus au niveau européen, d'autres organisations nongouvernementales (ONG) et des coalitions dans le domaine de la politique européenne, sociale, environnementale et de l'emploi.

Une participation plus efficace est également un préalable pour une société démocratique. C'est un outil important qui peut aider à réconcilier le renforcement de la performance et de la



compétitivité économique avec l'amélioration de l'équité, de la solidarité sociale, de l'égalité des chances, du développement durable, de l'égalité de la vie au travail. Les stratégies nécessaires pour traiter les énormes changements sociaux et structurels qui font face à l'UE et les choix qu'il faudra faire exigeront non seulement une mise en œuvre plus efficace des mécanismes existants de participation, mais également de nouvelles structures, de nouvelles procédures, de nouveaux processus pour impliquer d'autres acteurs clés. Il y a un défi particulier: Comment améliorer l'implication des mouvements de base — citoyens et travailleurs — pour renforcer la responsabilité, la transparence et la démocratie et mettre au point des solutions plus efficaces?

L'implication des communautés locales est un principe clé de la politique urbaine européenne et plus généralement des Fonds structurels. Dans le cadre du défi de la cohésion sociale, le rôle des citoyens pour prendre en charge le changement social, que ce soit comme aidants de personnes dépendantes ou comme membres actifs d'organisations locales, a été examiné. Un des objectifs les plus pratiques du *Manuel de bonne pratique* récemment publié par la Fondation est de rendre plus visible l'implication des collectivités locales aux décideurs, aux gestionnaires des budgets et aux partenaires sociaux impliqués dans le développement local, et de démontrer comment la communauté peut s'insérer dans des programmes de développement local. La diffusion des rapports sur l'action sociale et les partenariats locaux s'est poursuivi en 1999.

Résumé des activités en 1999

Glossaire européen des relations industrielles et base de données 0118

Jusqu'en 1999, la Fondation a publié douze volumes de la série internationale, le treizième volume sur l'Autriche a été mis au point en décembre 1999 et sera publié au début de 2000. Le quatorzième volume sur la Suède sera bientôt mis au point et traduit. En outre, la Fondation a publié en 1999 une vue d'ensemble des systèmes de relations industrielles dans huit États membres. Un deuxième volume sera publié à la fin de 2000. De plus, la Fondation fournit depuis plusieurs années une base de données en ligne (EMIRE) qui est actualisée et fait partie du site *web* de la Fondation.

L'information et la consultation dans les entreprises multinationales européennes 0116

En novembre 1999, la Fondation a annoncé comme sous-site de son site *web* un ensemble de plus de 230 accords de comités d'entreprise européens (CEE) basés sur l'article 13 ou l'article 6 de la directive. Les accords sont disponibles jusque dans cinq langues. Il est prévu de fournir plus de 400 accords sous format électronique au printemps 2000.

La Fondation a présenté les résultats de son analyse et de ses accords sur la pratique des CEE à une conférence organisée pour et avec les partenaires sociaux à Bruxelles en avril 1999. En septembre 1999, les résultats ont été présentés au plus grand syndicat irlandais, le SIPTU, à une réunion organisée par la Fondation à Dublin.

Les implications sociales de l'UEM 0200

En 1999, onze pays de l'UE sont entrés dans l'Union économique et monétaire (UEM) afin de participer à un marché et à une monnaie uniques (euro) en 2002. Il est prévu que cette grande transformation économique aura un impact important sur les conditions de vie et de travail des quinze États membres. Cette recherche a pour objectif de mieux faire connaître ces changements en ce qui concerne les relations industrielles, l'emploi, les conditions de travail aux niveaux européen, national, sectoriel et à celui de l'entreprise.

En 1999, une analyse au niveau de l'entreprise a été entreprise sur l'impact de l'UEM sur les conditions de travail, les salaires, l'organisation du travail, la gestion des ressources humaines et

l'emploi. Des études de cas ont porté sur la banque, les transports et la métallurgie dans six pays: Allemagne, Espagne, France, Pays-Bas, Finlande et Royaume-Uni.

Observatoire européen des relations industrielles — EIRO 0188

EIRO est un projet qui recueille, stocke et diffuse une information et une analyse en continu et qui entreprend des études comparatives et périodiques sur des problèmes particuliers.

En 1999, le *Rapport annuel EIRO* a été publié ainsi que six numéros d'*EIRO Observer* qui contiennent des suppléments comparatifs sur la privatisation et les relations industrielles, la mise en œuvre de la directive sur les travailleurs postés, l'eupéanisation des négociations collectives, les relations industrielles et les PME, les télétravailleurs, le travail intérimaire en Europe.

EIROonline, la base de données en ligne qui est le produit le plus important d'EIRO, a vu le nombre de sessions d'utilisateurs et d'inscriptions des utilisateurs augmenter considérablement.

La nature et l'importance de la participation financière dans l'UE 0218

On sait très peu de choses en Europe sur la nature et l'importance de l'impact socio-économique et l'effet de la participation financière sur d'autres formes de la participation des travailleurs. Ce projet s'appuie sur une information au niveau national contenue dans les rapports Pepper I et Pepper II et a été développé en collaboration étroite avec la direction générale de l'emploi et des affaires sociales.

Deux rapports ont été publiés en 1999. Le premier se concentrait sur l'importance de la participation et ses rapports avec d'autres formes de participation représentative, les relations industrielles sur le lieu de travail et plusieurs types de participation directe. Plusieurs usages de la participation financière dans les États membres ont été examinés par des analyses à plusieurs variables. Le deuxième rapport développe un cadre analytique approfondi pour la participation financière.

En 1999, la Fondation a organisé en commun un atelier international avec l'École de commerce de Nimègue, afin d'identifier les lacunes en matière de participation financière pour suggérer de futures recherches qui déboucheront sur la préparation de nouvelles études portant sur quatorze États membres. Une deuxième conférence sur la participation financière en Irlande a été organisée en collaboration avec la CES, le SIPTU et la Commission européenne.



Défi

Cohésion sociale

Contexte

Les efforts entrepris pour renforcer l'action pour la cohésion sociale sont les éléments de communications récentes de la Commission sur la modernisation et la protection sociale, les lignes d'orientation sur l'emploi, le traité d'Amsterdam, l'Agenda 2000 et le programme actuel d'action sociale de la Commission.

La Fondation a cherché à définir des stratégies efficaces et pratiques pour lutter contre l'exclusion. Elle veut renforcer les démarches visant au transfert de leçons tirées d'actions novatrices pour exercer un rôle dans des domaines tels que l'emploi, la protection, la santé et l'éducation.

Le rôle des différentes parties prenantes impliquées dans le développement, la mise en œuvre et l'évolution de stratégies est essentiel. Le programme s'intéresse notamment aux rôles des défavorisés en tant qu'usagers de service et citoyens, ainsi qu'à leur interaction avec les pouvoirs publics et les prestataires de services. De même, la contribution des partenaires sociaux a été un point fort des travaux de la Fondation, que ce soit leur rôle pour mettre au point des systèmes sociaux couronnés de succès (pour l'intégration dans l'emploi et la politique sociale), leur implication dans des initiatives pour lutter contre l'exclusion à un niveau plus local, ou que ce soit sur le lieu de travail ou dans la collectivité.

Un des objectifs les plus pratiques de la Fondation est un ouvrage récemment publié, *Manuel de bonne pratique*, qui rend plus lisible l'implication locale dans la communauté aux décideurs, aux gestionnaires des budgets et aux partenaires sociaux impliqués dans le développement local, pour montrer comment la communauté peut s'insérer dans des programmes de développement local. La diffusion de rapports de travaux sur l'action des citoyens et les partenaires s'est poursuivie pendant cette année.

En 1999, les résultats des recherches sur les mesures prises pour maintenir et réintégrer les travailleurs sur le marché du travail ont été développés. Les guides de bonne pratique publiés s'inspirent de leçons tirées du projet sur le conseil et l'orientation en matière d'emploi

(Eurocounsel), la lutte contre les barrières de l'emploi. Ils ont été chacun traduits en cinq langues, y compris le finnois, et ont été largement diffusés pendant la présidence finlandaise du Conseil de l'UE. La Fondation a donné l'autorisation d'utiliser les guides de bonne pratique Eurocounsel dans un cours de formation Leonardo à distance sur l'accès à l'orientation pour une conférence intitulée «Des stratégies actives pour une force de travail vieillissante» organisée avec des ministères, des fonds de pension, des organisations d'assurances sociales en Finlande. Le rapport de cette conférence a été lancé à la conférence de la Commission, «La vieillesse active», organisée comme contribution à l'Année des Nations unies d'une société pour tous les âges.

Tous les projets de cohésion sociale portent sur les problèmes de genre et comprennent donc des résultats qui contribuent aux défis de l'égalité des chances. Le travail sur l'accès à l'emploi et la promotion de la participation contient des éléments directement reliés aux défis correspondants dans le programme de travail de la Fondation. Les projets concernant une approche plus intégrée dans le domaine des conditions de vie et de travail, de la qualité de la vie au travail et en dehors du travail. La conciliation du travail et la vie familiale ne diminue pas en importance, et ce thème a été le sujet de séminaires, d'un document publié par le réseau «Famille et travail» de la Commission et de contributions à l'initiative EurolinkAge sur le travail et la prise en charge.

Les travaux de la Fondation font l'objet d'une vaste diffusion. Par exemple, huit des dix études nationales sur le projet des partenaires sociaux ont été éditées sous forme d'ouvrages publiés dans les pays correspondants. Des données sur les barrières de l'âge ont été utilisées par la commission d'enquête du Parlement allemand sur les conséquences de l'évolution démographique ainsi que dans le rapport du ministère allemand de l'éducation et de la recherche. Cette recherche a contribué à une opinion du Comité des régions de sa propre initiative pour marquer l'Année internationale de tous les âges. Les présentations du projet sur la gestion de l'âge dans l'entreprise ont été faites au Forum des employeurs britanniques sur l'âge ainsi qu'à l'Association européenne des directeurs des ressources humaines. Le rapport intitulé «Lier l'aide sociale et le travail» a été utilisé dans des stages de formation des syndicats au Royaume-Uni et en Irlande.

Le programme de travail 1999 s'est focalisé sur la refonte de la protection sociale et les services d'aide sociale. Néanmoins, les liens avec les problèmes du marché du travail sont forts et sont mis en valeur dans plusieurs aspects des lignes d'orientation pour l'emploi de l'UE pour l'an 2000: approche préventive, transition de mesures passives d'emploi à des mesures actives, politiques actives du vieillissement pour maintenir les travailleurs âgés dans la force de travail.

Résumé des activités en 1999

Démarches intégrées des politiques actives de protection sociale et d'emploi 0194

Ce projet se concentre sur les aspects de coordination des politiques de protection sociale et de l'emploi. Il porte sur l'expérience de personnes actives qui bénéficient du revenu minimal d'insertion (RMI) ou d'une aide sociale. Ce groupe est toujours plus exposé à des programmes d'activation et bénéficie des efforts des services de protection sociale et d'emploi, d'aide sociale, etc. Un appui est également fourni par les services du logement, de l'éducation, de la santé, etc.

Une première réunion des chercheurs de onze pays (Belgique, Danemark, Allemagne, Espagne, France, Irlande, Italie, Pays-Bas, Portugal, Finlande et Royaume-Uni) a eu lieu en décembre. La recherche se veut pratique et désireuse de résoudre les problèmes. Elle examinera les politiques et les services à tous les niveaux de la planification, de la prestation, du suivi et de l'évaluation. Elle définira des mécanismes concernant une coordination effective des mesures d'activation et évaluera leur impact sur les groupes de clients.



Les grandes lignes du projet ont été présentées à une réunion d'Exspro (exclusion sociale et protection sociale), programme de recherche financé par «Targeted Socio-Economic Research», se concentrant sur l'exclusion sociale et les mesures de cohésion sociale. Cette manifestation s'est déroulée dans le cadre de la conférence de la présidence finlandaise sur le financement de la protection sociale qui a eu lieu en novembre 1999.

Les rapports nationaux seront complétés pendant la première moitié de 2000, le rapport de synthèse sera préparé à l'automne. Il est également prévu d'éditer des brochures comparatives sur les programmes de revenu minimal.

Les services publics de protection sociale: la qualité de la vie au travail et la qualité du service 0209

Promouvoir l'implication des usagers, les efforts entrepris pour mieux intégrer et coordonner les services et garantir la qualité sont les éléments clés de développements récents dans les services publics de protection sociale. La recherche examine les résultats de ces développements pour les conditions de travail du personnel et la qualité du service pour les usagers. Elle observe notamment les changements dans les services publics de protection sociale pour répondre aux besoins de trois groupes clients: personnes âgées vivant seules, jeunes chômeurs, adultes souffrant de maladies mentales ou de handicap mental.

En 1999, les rapports nationaux sur les dix pays participants étaient terminés. En outre, des recherches supplémentaires se sont déroulées dans les cinq États membres restants pour analyser les changements et les innovations dans leurs services. Ces études s'intéressent notamment aux initiatives prises en faveur de la réforme, de la modernisation et des conséquences pour l'emploi. Elles examinent l'impact sur les conditions de travail et la performance des services; elles comprennent également des entretiens pour évaluer les résultats du point de vue des parties prenantes — décideurs, personnel et réseaux d'usagers qui se créent dans toute l'Europe. Les rapports de synthèse commencent par une mise en évidence des grandes stratégies de l'UE en matière de protection sociale, d'emploi, d'égalité des chances et d'exclusion sociale. Les éléments clés sont extraits d'exemples de bonne pratique et d'études de cas entreprises au niveau national.

Les résultats préliminaires des recherches ont servi à préparer une réunion d'experts européens organisée par l'association allemande d'aide sociale publique et privée, «Les usagers dans les services sociaux: des clients aux consommateurs», qui a eu lieu à Francfort en septembre. Quelques résultats ont été présentés au congrès européen de gérontologie.



Défi

Développement durable

Contexte

Le programme de travail de la Fondation dans ce domaine s'est diversifié pour refléter ce qu'on entend par les termes «développement durable» tels qu'on les voit dans les thèmes traités par les trois projets dans le programme quadriennal en cours — conception durable, nouvelles formes de diffusion du message de durabilité, incitations économiques et fiscales pour améliorer l'environnement externe de travail, éducation et formation professionnelle pour la gestion de l'environnement.

Une tendance qu'on remarque aux niveaux global, européen et national montre une évolution vers le développement durable, évolution qui a pris une importance croissante autour des dix dernières années, comme on le voit dans le traité sur l'Union européenne (Maastricht, 1992) qui définit la réalisation du développement durable comme un des objectifs principaux de l'Union, ainsi que dans le traité d'Amsterdam (1997). Ce dernier exige l'intégration de considérations gouvernementales dans la définition et la mise en œuvre de toutes les autres politiques et activités économiques et sociales de l'Union, engagement qui était le sujet d'analyses et de débats approfondis pendant la présidence finlandaise de la seconde moitié de l'année.

La Fondation a adopté une démarche sélective en se concentrant sur des thèmes spécifiques de développement durable, puisque sa structure et les rapports qu'elle entretient avec les partenaires sociaux et les gouvernements lui permettent de faire une contribution importante.

Basé sur les considérations énoncées ci-dessus, le programme quadriennal de roulement 1997-2000 a identifié des modalités durables de production et de consommation comme des thèmes que doit traiter le travail de la Fondation avec, plus particulièrement, une contribution visant à promouvoir la sensibilisation et les changements de comportement, l'impact de nouveaux instruments et de nouvelles actions dans des secteurs spécifiques, le développement de la responsabilité et de la participation partagées par les acteurs dans la promotion et la mise en œuvre de politiques et de développement durable.

Le recours à des instruments économiques et fiscaux pour améliorer la performance environnementale est plus fréquent par rapport à une démarche traditionnelle, et de nombreuses



administrations ont introduit ces dernières années des écotaxes dans plusieurs secteurs. On estime que de nouvelles compétences et de nouvelles qualifications sont essentielles pour la création d'emplois et le développement durable. Il est donc naturel que l'éducation et la formation en matière d'environnement et de durabilité soient devenues une priorité après un nouvel examen du cinquième programme d'action de politique et d'action en matière d'environnement de l'UE.

Résumé des activités en 1999

La conception pour le développement durable 0204

En 1999, le rapport *La conception pour le développement durable: exemples pratiques de PME* a été publié. Il évalue la situation des PME européennes du point de vue de la durabilité, et les chercheurs ont identifié pourquoi de nouvelles idées et de nouvelles pratiques n'y pénètrent que lentement. Le rapport décrit les problèmes à traiter, la gamme d'initiatives européennes conçues pour encourager les PME à passer à la production à la consommation durable et décrit vingt-cinq PME durables dans le monde entier.

Plusieurs thèmes de recherche comprenaient des ressources renouvelables (notamment des produits agricoles non alimentaires tels que le chanvre et le lin), la santé des travailleurs employés dans la production et les services durables, l'existence de systèmes d'appui pour les PME et les microentreprises. Les rapports dans ces trois domaines ont été mis au point en 1999.

Une petite brochure, *Le développement durable: initiatives pratiques pour les décideurs et les partenaires sociaux* qui décrit les initiatives de la Fondation par de nombreux médias (publications imprimées, logiciels, annuaires en ligne et publications électroniques) et cherche à répondre aux exigences de la production durable du point de vue des partenaires sociaux, a été publiée.

En 1999, quatre nouveaux annuaires en ligne ont été ajoutés à la section «SD» en ligne (susdev.eurofound.ie) du site *web* de la Fondation. Ils comprennent une version améliorée d'un annuaire des réseaux de développement durable, un annuaire des conférences, une base de données d'outils de durabilité, un annuaire décrivant des stages de formation et d'éducation en matière de développement durable. Tirant partie du *www* (World Wide Web) comme moyen d'information, chaque annuaire en ligne est actualisé et équipé d'interfaces interactives qui permettent l'inscription des lecteurs et des rapports.

Une brochure, *Le développement durable en ligne* a été publiée et diffusée et constitue un élément essentiel dans la campagne de publicité pour les nouvelles initiatives *web* de la section.

Instruments économiques pour le développement durable 0205

Les possibilités d'intégrer des incitations pour améliorer la santé et la sécurité des travailleurs (environnement du travail) et l'environnement externe constituent le point fort des travaux de la Fondation dans ce domaine. Publié au début de 1999, *Instruments économiques pour le développement durable: améliorer l'environnement externe et de travail (Partie 1)* examine les liens entre ces deux domaines et comment les interventions peuvent se renforcer mutuellement. Cette étude exploratoire donne une synthèse des incitations économiques existantes et des développements possibles, ainsi qu'un cadre pour l'analyse de l'impact de ces programmes sur l'emploi. Les travaux se concentrent sur l'expérience en Allemagne et en Irlande.

Le rapport de suivi *Instruments économiques pour le développement durable: améliorer l'environnement externe et le lieu de travail (Partie 2)* a été publié à la fin de 1999 et couvre huit études de cas dans quatre États membres — Danemark, France, Italie et Portugal.

L'éducation et la formation professionnelle pour le développement durable dans les PME 0206

Ce projet examine les besoins en éducation et en formation des PME, puisqu'on sait que certains besoins ne sont pas satisfaits dans ce secteur. Les travaux examinent les structures des institutions et les programmes existants, évaluent les dispositions actuelles et cherchent à définir des tendances aux niveaux local, régional, national et européen. Le projet examine également les opportunités pour susciter de nouvelles initiatives, y compris la manière dont on peut rendre plus accessible la formation dans les PME.

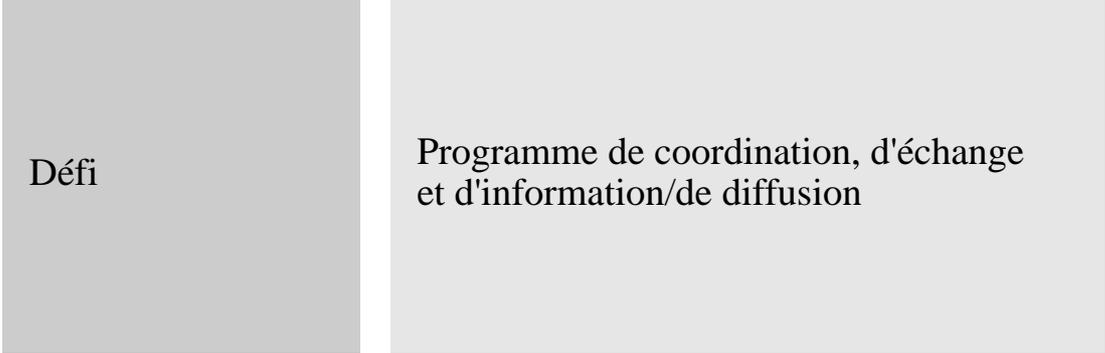
À la suite de l'achèvement d'études nationales sur le Danemark, les Pays-Bas, la Suède et le Royaume-Uni en 1998, de nouvelles études nationales se sont terminées en 1999 en Belgique, en France et en Allemagne, et la recherche a commencé sur une dernière série d'études nationales qui couvrent l'Espagne et l'Italie.

La formation dans le management environnemental — Industrie et durabilité a été publié en 1999. C'est un rapport de synthèse qui se base sur des recherches antérieures de la Fondation sur la gestion en matière d'environnement et de ressources et qui définit le rôle, les besoins en éducation et en formation des dirigeants, des cadres moyens et subalternes et des travailleurs.

Conférence européenne sur le rôle des partenaires sociaux dans le développement durable 0213

À la suite des travaux préparatoires approfondis en 1998, la Fondation a accueilli une conférence européenne de deux jours sur le rôle des partenaires sociaux dans le développement durable en 1999. Plus de cinquante chercheurs et des représentants des partenaires sociaux ont participé à des présentations et à des débats. La conférence a non seulement défini le rôle des partenaires sociaux dans le développement durable, mais elle a aussi démontré aux participants le rôle que devrait jouer la Fondation dans ce domaine, étant donné que le cinquième programme d'action de politique en matière d'environnement de l'UE est examiné, et le programme quadriennal de roulement de la Fondation doit être réalisé avant la fin de 2000.

Un résumé sur les recommandations de la conférence a été publié. Une version en ligne du rapport final de la conférence, qui comprend des résumés de toutes les présentations et de tous les débats des groupes de travaux, était disponible en même temps que la publication sur papier en été 1999.



Défi

Programme de coordination, d'échange
et d'information/de diffusion

Contexte

La communication des travaux de la Fondation à son audience clé de décideurs, de partenaires sociaux, de praticiens, de chercheurs et du grand public est une fonction essentielle de la Fondation. Elle a été spécifiquement créée pour accroître et diffuser les connaissances. Elle sait qu'il lui incombe de répondre à cet objectif par sa politique d'information. Nous trouverons dans les annexes du rapport le détail des activités d'information pour 1999 et présentée-après une vue d'ensemble.

En 1999, la Fondation a accru de manière considérable sa capacité de traiter et de livrer une information plus efficace par ses systèmes de publication électronique et une modernisation de ses processus de diffusion. Ces développements ont été suivis d'une base de données Resource qui stockera tous les résultats des recherches de la Fondation les rendant facilement accessibles pour qu'ils soient réutilisés et publiés dans tous les médias.

La Fondation a adopté une démarche proactive pour communiquer avec les institutions européennes, les décideurs et les partenaires sociaux. En 1999, elle était présente pendant les présidences allemande et finlandaise, où elle a présenté les travaux de la Fondation et organisé des conférences de presse. Elle a conduit une série de campagnes de presse en collaboration avec la Commission européenne pour faire connaître l'étude EPOC (participation directe des salariés dans le changement organisationnel) sur la participation, la recherche sur les conditions de travail et le vieillissement, ainsi que les premières conclusions de l'enquête «Options d'emploi de l'avenir». Cette année, quelques projets et publications ont été présentés dans des périodiques dans toute l'UE.

La Fondation a développé des procédures plus formelles de gestion de la qualité, surtout en ce qui concerne la gestion des contrats techniques tels que les services *web* et l'édition électronique. Cette activité a débouché sur un projet pilote de la Fondation sur la gestion de la qualité comprenant des contrats de recherche, d'information et de technologies de l'information.

Résumé des activités en 1999

Systèmes et services d'information 0169

Centre d'information/bibliothèque

La Fondation dispose d'un ensemble de connaissances organisées de manière professionnelle couvrant les divers domaines spécialisés de la Fondation. Le personnel répond à un nombre croissant de demandes de renseignements de la part d'utilisateurs extérieurs et utilise au maximum les sources d'information électroniques. Le site *web* de la Fondation a modifié la nature des demandes reçues qui sont beaucoup plus axées sur la recherche. En 1999, près de 5 000 demandes ont été traitées, et le personnel a reçu une formation supplémentaire pour affiner ces services. En 1999, la Fondation a mis au point un site intranet de la bibliothèque pour le personnel en donnant accès à Internet.

Les sites Internet de la Fondation

Le site *web* de la Fondation, www.eurofound.ie, lancé en juin 1998, est devenu un point fort d'information sur la Fondation, ses travaux et ses publications. Presque toute l'information est en ligne en anglais et en français, de nombreuses publications gratuites sont disponibles sur transfert jusque dans onze langues. On marque une croissance importante de l'utilisation du site, d'environ 10 000 sessions d'utilisateurs par mois, comparées à 3 500 à la fin de 1998. De nouveaux développements comprennent la possibilité de commander une publication en ligne et un système d'inscription qui permet de recueillir des informations sur les usagers.

Plusieurs sous-sites ont été développés comme *Working Conditions Online* (www.eurofound.ie/themes/health/workingcond.html) pour diffuser l'information extraite de la deuxième enquête européenne sur les conditions de travail, *Sustainable Development Online* (www.eurofound.ie/themes/sustainability/sdonline.html) comme source d'information sur les initiatives du développement durable de la Fondation, etc., et *Accords sur les comités d'entreprise européens en ligne* (www.eurofound.ewc.html).

La base de données Resource

Il s'agit de développer une structure qui permettra à la Fondation d'exploiter au mieux sa recherche grâce à des infrastructures comme la saisie d'informations de la Fondation pour répondre à des demandes de renseignements, l'édition sur demande, le transfert de dossiers sur intranet et d'autres systèmes d'information internes des institutions européennes, des partenaires sociaux et des gouvernements, des résumés et des documents en texte intégral sur Internet pour le grand public.

La Fondation a entrepris des travaux importants en 1999 pour définir les critères du système, organiser des processus internes pour préparer un dépôt électronique et un système d'édition.

Programme multilingue de publications électroniques et traditionnelles 0173

Travaillant en collaboration étroite avec l'éditeur de la Fondation, l'Office des publications officielles des Communautés européennes (EUR-OP), ce programme porte sur la gestion de la publication des résultats des recherches sur papier et format électronique. Au total, 92 titres ont été publiés en 1999. Ils sont indiqués à l'annexe 7 et regroupés selon les six grands défis. En 1999, le programme des publications pour le projet EPOC était terminé ainsi que celui sur l'égalité des chances et la négociation collective dans l'UE. D'autres projets arriveront à leur conclusion en 2000. L'importance du programme 1999 de publications montre qu'il a fallu prendre des décisions sur ce qu'il fallait publier et sous quel format, tout en mettant l'accent sur la qualité en ce qui concerne l'édition, la présentation, et comment répondre aux besoins des audiences de la Fondation.



Les résumés de 4 à 8 pages sont maintenant un outil standard pour diffuser les résultats des recherches et des recommandations politiques. Au lieu de produire un résumé par rapport, ils sont regroupés de manière thématique. Ces publications sont traduites dans toutes les langues officielles de l'UE et peuvent être transférées sur le site *web*. Les rapports de synthèse sont publiés dans plusieurs versions linguistiques pour garantir une diffusion efficace.

Des licences et des coéditions avec des éditeurs commerciaux et des instituts de recherche en Europe continuent de jouer un rôle important dans la politique de l'information. En 1999, la Fondation a signé des accords de coéditions avec Sweet & Maxwell et Kluwer Law International. Près de dix-sept accords de licences avec des éditeurs dans neuf pays différents ont permis une vaste diffusion.

Un choix des publications de la Fondation est en vente par le réseau des bureaux de l'EUR-OP, et 1 997 d'entre elles ont été vendues en 1999. On a mis au point sur le site *web* de la Fondation un système de commande en ligne relié aux bureaux de vente. Le catalogue de publications sur le site *web* de la Fondation donne directement accès aux publications gratuites, et presque toutes peuvent être transférées ici. Trois CD-ROM ont été publiés. L'un d'eux qui contient le texte intégral des publications éditées en 1998/1999 a été produit spécialement pour les centres européens de documentation (réseau d'environ 800 bibliothèques qui contiennent des exemplaires de tous les documents édités par l'EUR-OP).

Promotion et relations publiques 0180

Communiqué – bulletin de la Fondation

Le bulletin de la Fondation, *Communiqué*, a été publié dix fois cette année. Les articles comprennent des articles de fond, des nouvelles, des interviews, des rapports sur les travaux de la Fondation et des contributions aux manifestations. Il informe les audiences cibles de la Fondation sur les travaux en cours; il a éveillé un grand intérêt et a suscité de nombreuses demandes de renseignements.

Presse

Les travaux sur chaque défi sont mentionnés dans la presse européenne depuis 1999. Certains projets ont fait l'objet d'une promotion particulière: les options d'emploi de l'avenir, EPOC, le suivi des conditions de travail, les comités d'entreprise européens, la force de travail vieillissante.

Des conférences de presse se sont déroulées en Allemagne, en Finlande, en Suède pour faire connaître les premières conclusions de l'enquête «Options d'emploi de l'avenir». L'enquête a été également lancée par des campagnes de presse en Belgique, en Grèce, en Italie et en Autriche. Le projet EPOC a fait également l'objet de campagnes de presse et a bénéficié d'une couverture considérable, notamment en Allemagne, en Irlande, en Italie, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni. Le lancement du sous-site CEE a été mentionné en Allemagne, en Irlande, aux Pays-Bas, et au Royaume-Uni. On a noté également des références régulières aux conclusions de la deuxième enquête européenne sur les conditions de travail. La création de liens avec des organisations européennes en vue d'une future coopération pour promouvoir le travail et le profil de la Fondation par la presse a éveillé un grand intérêt.

Diffusion

Les publications de recherche ont été diffusées à plusieurs audiences au moyen du publipostage qui est intégré dans le système SAGAP créé par l'EUR-OP il y a quelques années. La liste d'environ 17 000 noms est gérée par le personnel de la Fondation et nécessite une actualisation permanente. C'est un outil très important pour cibler les publics, et elle a été utilisée pour distribuer 149 rapports en plusieurs langues.

Des rapports, des périodiques, des catalogues ont été diffusés directement par la Fondation pour être présentés à des conférences internationales, à des réunions et à d'autres manifestations. Les

groupes choisis ont reçu une information spécifique. Par exemple, des courriers sur le nouveau lancement de *BEST* (Bulletin d'études européennes sur le temps) et le sous-site du comité d'entreprise européen ont été envoyés aux organisations intéressées.

La Fondation entreprend un programme de diffusion dans certains pays d'Europe centrale et orientale — Estonie, Hongrie, Pologne, République tchèque, Slovaquie. Elle a préparé des dossiers d'information qui contiennent des informations générales sur la Fondation et des informations plus spécifiques sur quatre domaines qui intéressent ces pays: la santé et la sécurité au travail, l'égalité des hommes et des femmes, le dialogue social, le droit du travail. Ces dossiers ont été traduits et seront distribués par un réseau de points d'information dans les organisations gouvernementales, syndicales et d'employeurs de ces pays.

Activités de commercialisation et de promotion

Les activités de promotion comprenaient la production de brochures spécialisées ainsi que des courriers ciblés avant la participation de la Fondation aux présidences, d'autres manifestations internationales et comme activités de suivi. Le personnel de la Fondation était présent à des stands d'information lors de vingt-six manifestations dans seize villes. Une campagne ciblée sur EIRO et les sources d'information en matière de ressources industrielles de la Fondation a été organisée dans tous les États membres de l'UE en 1999. Du nouveau matériel d'exposition destiné à une gamme plus vaste de conférences et d'expositions a été commandité. Des groupes et des individus représentant les grandes audiences de la Fondation sont venus ici pour participer à des réunions d'information pendant l'année.

■ Annexes

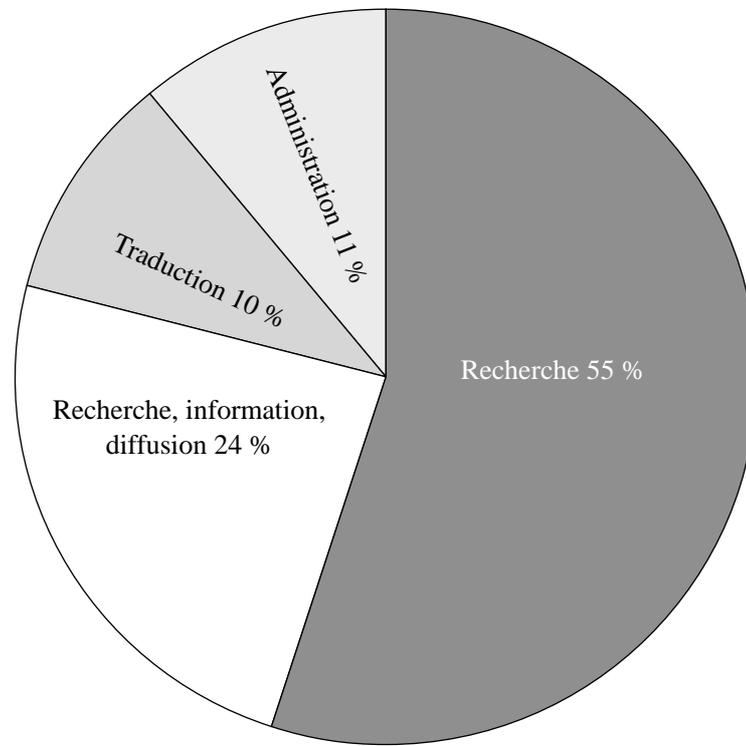
1. Dépenses de la Fondation en 1999
2. Conseil d'administration (au 31 décembre 1999)
3. Comité d'experts
4. Personnel de la Fondation (au 31 décembre 1999)
5. Réunions de la Fondation en 1999
6. Conférences internationales en 1999
7. Publications de la Fondation



Résumé des dépenses pour l'exercice 1999 (en euros)

| | Total | Titre 1 | Titre 2 | Titre 3 |
|--|------------|--------------------|---------------------------------------|---|
| | | Frais de personnel | Frais de fonctionnement administratif | Dépenses opérationnelles, conditions de vie et de travail |
| Crédits disponibles | | | | |
| Crédits définitifs pour l'exercice 1999 | 14 800 000 | 7 100 000 | 1 500 000 | 6.200 000 |
| Augmentation par rapport à 1998 | 5,7 % | 2,9% | 36,4 % | 3,3 % |
| Utilisation des crédits | | | | |
| Les engagements s'élèvent à | 14 517 408 | 6 989 738 | 1 374 756 | 6 152 914 |
| Reste montant à annuler | 282 592 | 110 262 | 125 244 | 47 086 |
| Pourcentage utilisé | 98,1 % | 98,4 % | 91,7 % | 99,2 % |
| Pourcentage annulé | 1,9 % | 1,6 % | 8,3 % | 0,8 % |
| Utilisation des reports de crédits de 1998 | | | | |
| Reports de crédits [article 6.1 c) du règlement financier] s'élèvent à | 3 219 686 | 78 516 | 222 543 | 2 918 626 |
| Paiements sur reports s'élèvent à | 3 048 327 | 66 813 | 117 145 | 2 864 369 |
| Reste montant à annuler | 171 359 | 11 703 | 105 398 | 54 257 |
| Pourcentage utilisé | 94,7 % | 85,1 % | 52,6 % | 98,1 % |
| Pourcentage annulé | 5,3 % | 14,9 % | 47,4 % | 1,9 % |

Analyse fonctionnelle — Comptes de 1999



Établi sur la base des dépenses estimées

**Annexe 2****Conseil d'administration**
(au 31 décembre 1999)**Président du Conseil**

Jan Willem Van den Braak
Groupe des employeurs

Vice-présidents du Conseil

Marc Boisnel
Groupe des gouvernements

Marjaana Valkonen
Groupe des travailleurs

Odile Quintin
Commission européenne

**Représentants de la
Commission européenne**

Membre
Odile Quintin
DG Affaires sociales et emploi

Membre
Constanza Adinolfi
DG Environnement

Membre
Andrew Sors
DG Recherche

Coordinateurs

Groupe des employeurs
Olivier Richard
UNICE

Coordinateur adjoint
Bernard Le Marchand
FEMGD

Groupe des travailleurs
Willy Buschak
CES

Coordinateur adjoint
Roger Sjøstrand
CES

Suppléant
Gabrielle Clotuche
DG Affaires sociales et emploi

Suppléant

Suppléant
Ronan O'Brien
DG Recherche

Annexe 2 (suite)

Conseil d'administration (au 31 décembre 1999)

| Pays | Représentants des gouvernements nationaux | | Représentants des organisations d'employeurs | | Représentants des organisations de travailleurs | |
|------------------|---|---|---|--|--|--|
| | Membre | Suppléant | Membre | Suppléant | Membre | Suppléant |
| Autriche | U. NEUFANG Bundesministerium für Arbeit, Gesundheit und Soziales | B. STIMMER Bundesministerium für Arbeit, Gesundheit und Soziales | H. BRAUNER Industriellen-Vereinigung | C. PARAK Verband der Öffentlichen Wirtschaft und Gemeinwirtschaft Österreichs | R. CZESKLEBA ÖGB | G. STEMBERGER Vienna Chamber of Labour |
| Belgique | M. DE GOLS Ministère de l'emploi et du travail | L. VAN HAMME Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid | J. VAN HOLM Verbond van Belgische Ondernemngen | R. WAEYAERT NCMV | H. FONCK ACV — CSC | C. CYPRES Fédération générale du travail de Belgique |
| Danemark | L. ADLER Arbejdsministeriet | T. MØLSTED JØRGENSEN Arbejdsministeriet | A.J. PEDERSEN Dansk Arbejdsgiverforening | P. LAURENTS Deputy Director SALA | A. BENDIXEN FTF | J. T. RASMUSSEN LO i Danmark |
| Finlande | M. SALMENPERÄ Ministry of Labour | T. ALASOINI Ministry of Labour | T. SAUKKONEN Confederation of Finnish Industry & Employers | J. SUUTARINEN Employers' Confederation of Service Industries | M. VALKONEN SAK | P. HARJUNEN STTK |
| France | M. BOISNEL Ministère du travail, du dialogue social et de la participation | A. VILLALONGA Ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement | J. COMBE CEEP | E. JULIEN MEDEF | J.-P. PEULET CFDT | M. DECAYEUX CGT-FO |
| Allemagne | W. KOBERSKI Bundesministerium für Arbeit und Sozialordnung | B. BARTH Bundesministerium für Arbeit und Sozialordnung | J.R. HAGEDORN Bundesvereinigung der Deutschen Arbeitgeberverbände | R. HORNUNG-DRAUS Bundesvereinigung der Deutschen Arbeitgeberverbände | D. POUGIN Deutscher Gewerkschaftsbund Bundesvorstand | R. DOMBRE Deutscher Gewerkschaftsbund Bundesvorstand |
| Grèce | | D. TANGAS Ministry of Labour | E. TSOUMANI-SPENTZA Federation of Greek Industries | E. TSAMOUSOPOULOS Confederation of Greek Industries | S. LEMOS Greek General Confederation of Labour | D. MOSCHOGIANNIS GSEE Rhodes Labour Centre |
| Irlande | W. JESTIN Department of Enterprise, Trade and Employment | M. O'DONOGHUE Department of Environment and Local Government | A. GIBBONS Irish Farmers' Association | C. McCONNELL Irish Business and Employers Confederation IBEC | J SHANAHAN Manufacturing, Science & Finance Trade Union — MSF | L. BERNEY Irish Congress of Trade Unions (ICTU) |

Annexe 2 (suite)

Conseil d'administration (au 31 décembre 1999)

| Pays | Représentants des gouvernements nationaux | | Représentants des organisations d'employeurs | | Représentants des organisations de travailleurs | |
|--------------------|---|--|--|---|---|--|
| | Membre | Suppléant | Membre | Suppléant | Membre | Suppléant |
| Italie | M.T. FERRARO Ministero del Lavoro | M. BIAGI | C. TERRANEO CONFINDUSTRIA | C. DEL MONTE CONFINDUSTRIA | A. MASETTI UIL | G. MALASPINA CGIL |
| Luxembourg | J. ZAHLEN Ministère du travail | P. WEBER Ministère du travail | N. WELSCH Société nationale des chemins de fer luxembourgeois | N. SOISSON Fédération des industriels luxembourgeois — FEDIL | N. HOFFMANN Lëtzebuurger Chrëschtliche Gewerkschafts-Bond (LCGB) | R. PIZZAFERRI Onofhängege Gewerkschaftsbond Lëtzebuerg (OGB-L) |
| Pays-Bas | C. J. VOS Ministerie van Sociale Zaken en Werkgelegenheid | W.L.J. van de GRIENDT Ministerie van Sociale Zaken en Werkgelegenheid | J. W. VAN DEN BRAAK VNO-NCW | A. G. JOOSTEN Federatie van Land- en Tuinbouworganisaties LTO | W. SPRENGER Federatie Nederlandse Vakbeweging | H. BRÜNING Christelijk Nationaal Vakverbond (CNV) |
| Portugal | J. BRITO XAVIER IDICT Instituto de Desenvolvimento e Inspeção das Condições de Trabalho | H. GIL Ministério do Ambiente | A. COSTA ARTUR Confederação do Comércio e Serviços de Portugal (CCP) | L. A. GARCIA FERRERO MORALES Associação Industrial Portuguesa | J. DIONISIO CGTP | J. de DEUS GOMES PIRES UGT Portugal |
| Espagne | I. MATÍA PRIM Ministerio de Trabajo y Asuntos Sociales | C. BRIONES GONZALEZ Ministerio de Trabajo y Asuntos Sociales | M. A. ASENJO DORADO Confederación Nacional de la Construcción (CNC) | M.J. GONZALEZ FERNANDEZ SEPI | C. MARTÍN URRIZA Confederación Sindical de Comisiones Obreras | I. SAGARNA ODRIUZOLA Solidaridad de Trabajadores Vascos (ELA/STV) |
| Suède | O. PERSSON Ministry of Industry, Employment & Communications | M. FOYER Ministry for Social Affairs | M.-L. THORSÉN LIND The Swedish Employers' Federation SAF | E. JANNERFELDT The Swedish Employers' Federation SAF | M. BREIDENSJÖ Swedish Confederation of Professional Employees TCO | C. NILSSON Swedish Trade Union Confederation LO |
| Royaume-Uni | R. BARTHOLOMEW Department for Education and Employment | P. SAUNDERS Department of the Environment | M. BAMFORTH Confederation of British Industry (CBI) | K. LEISHMAN Confederation of British Industry (CBI) | D. FEICKERT Trade Union Congress (TUC) | S. PERMAN Trade Union Congress (TUC) |
| EEE-AELE | Observateurs | | | | | |
| | T. KJELDSBERG Ministry of Local Government and Regional Development NORVÈGE | | K. SKJØLAAS Confederation of Norwegian Business and Industry NORVÈGE | | A. KALLEVIG The Norwegian Confederation of Trade Unions NORVÈGE | |

Annexe 3

Comité d'experts

Belgique

Marc Heselmans
Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid

Danemark

Anders Rosdahl
Socialforskningsinstituttet

Allemagne

Norbert Altmann
Institut für Sozialwissenschaftliche Forschung
e.V.

Grèce

Christina Theochari
Athens Labour Centre

Espagne

Carmen Ortega Jiménez
Dirección General de Acción Social,
del Menor y de la Familia

France

Françoise Pietet
Université de Paris I-Panthéon Sorbonne

Irlande

Pas encore de nomination

Italie

Silvana Sciarra
Università Europea di Firenze

Luxembourg

Jean-Paul Demuth
Association d'assurance contre les
accidents, section industrielle

Pays-Bas

Wout L. Buitelaar
University of Amsterdam

Autriche

Michaela Moritz
Österreichisches Bundesinstitut
für Gesundheitswesen (ÖBG)

Portugal

António Casimiro Ferreira
Colégio de S. Jerónimo

Finlande

Jouko Nätti
University of Jyväskylä

Royaume-Uni

Jane Millar
University of Bath

Suède

Bengt Furåker
University of Göteborg

Observateur

Norvège
Tore Nilssen
Sintef IFIM

Annexe 4

Personnel de la Fondation
(au 31 décembre 1999)**DIRECTION**

Eric Verborgh, Directeur faisant fonction
Eberhard Koehler
Wendy O'Conghaile
Annick Menzies
Catherine Cerf

UNITÉ D'APPUI OPÉRATIONNEL

Charlotte Kjær Andersen
Martine Deasy
Hanne Hansen
Patricia Kingston
Ann McDonald
Mariangela Testa (également service de traduction)

RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT**Groupe A**

Pascal Paoli
Raili Dahlberg
Sarah Farrell
José María Fernández
Christine Gollin
Henrik Litske
Sophia MacGoris
Leontine Mastenbroek
Michel Miller
Matthieu de Nanteuil (*)
Filomena Oliveira (*)
Dimitrios Politis

Groupe B

Robert Anderson
Aoife Caomhanach
Pio Carotenuto (*)
Maria Correira-Barbosa
Stavroula Demetriades
Camilla Galli da Bino
Timo Kauppinen
Inma Kinsella
Hubert Krieger
Agnes Parent-Thirion
Sylvaine Recorbet
Teresa Renehan
Gemma Sanchez

INFORMATION, DOCUMENTATION**ET DIFFUSION****Systèmes et services d'information**

Fiona Murray
Gabriele Felsterl (également service de traduction)

Chrysanthe Moschonaki (également service de traduction)

Marie O'Meara
Barbara Schmidt
Jan Vandamme

Publications

Mattanja de Boer
Martin Flynn
Philip Ireland
Anne Jalkanen (également service de traduction)
Hilary O'Donoghue
Colm O'Neill

Relations publiques et promotion

Brid Nolan
Roseanna Creamer
Sean Griffin
Doris Hirschfeld

Service de traduction

María Barreiro
Cécile Deneys
Cristina Frawley
Brigitte Mariacher
Jacques Prieu
Evangelos Psaroudakis

ADMINISTRATION, SERVICES DU PERSONNEL**ET SERVICES TECHNIQUES**

Terry Sheehan
Heather Brown
Linda Byrne
Raymond Comerford
Michael Cosgrave
Elisabeth Gouilleux-Cahill
Jim Halpenny
Ewan Hogan
Dolores McCarthy
Mary McNeice
Brian Moore
Louise Shanley
Sally Anne Sloan

(*) Experts nationaux détachés.

Annexe 5

Réunions de la Fondation en 1999

| ACTIVITÉS DE RECHERCHE ET DE DÉVELOPPEMENT | | |
|---|---|-----------|
| Emploi | | |
| Vivre et travailler dans la société de l'information (0110) — E. Kohler, T. Kauppinen, S. Demetriades | | |
| 14-15 janvier | Atelier (questions transrégionales en matière de télétravail) | Dublin |
| 22-24 septembre | Conférence | Aarhus |
| 22-24 novembre | Atelier (en coopération avec l'Institut suédois pour la vie active) | Dublin |
| Les entreprises dans les microentreprises de l'UE (0201) — F. Oliveira, E. Kohler | | |
| 22-23 avril | Atelier (en coopération avec l'Institut suédois pour la vie active) | Dublin |
| Formes novatrices d'organisation du travail (0115) — E. Köhler, T. Kauppinen, K. O'Kelly | | |
| 17-20 mai | Sixième conférence européenne «écologie du travail» | Bonn |
| Options d'emploi de l'avenir (0152) — E. Kohler, T. Kauppinen, M. Heikkinen | | |
| 13 octobre 1999 | Conférence «Working Time» (temps de travail) | Helsinki |
| Conventions collectives et accords tripartites novateurs sur la création d'emploi, la protection de l'emploi et la compétitivité (0211) — H. Krieger, K. O'Kelly | | |
| 9 décembre | Atelier | Bruxelles |
| Égalité des chances | | |
| Organisation du travail et genre (0216) — K. O'Kelly, H. Krieger | | |
| 21-22 septembre | Conférence | Dublin |
| Égalité des chances et négociation collective dans les États membres de l'UE (0188) — M. Latta, H. Krieger | | |
| 16 février | Conférence conjointe Fondation/SIPTU | Dublin |
| Cohésion sociale | | |
| Stratégies actives pour une force de travail vieillissante (0214) — R. Anderson | | |
| 12-13 août | Conférence | Turku |
| Participation | | |
| La nature et l'ampleur de la participation financière au sein de l'Union européenne (0218) — K. O'Kelly, H. Krieger | | |
| 9-10 septembre | Atelier | Dublin |
| 22 septembre | Conférence | Dublin |
| Développement durable | | |
| Le rôle des partenaires sociaux dans le développement durable (0213) — J. Pedersen, H. Litske | | |
| 25-26 février | Conférence | Dublin |

| OBSERVATOIRE EUROPÉEN DES RELATIONS INDUSTRIELLES (EIRO) | | |
|--|---|-----------|
| Observatoire européen des relations industrielles (0188) — E. Kohler, T. Kauppinen, M. Carley (jusqu'au mois de juin 1999), N. Wood (décédé), F. Murray, B. Schmidt, S. Demetriades | | |
| 5 mars | Neuvième réunion du comité de pilotage EIRO | Bruxelles |
| 7-8 octobre | Dixième réunion du comité de pilotage EIRO et réunion des centres nationaux | Dublin |
| ACTIVITÉS DE DÉBAT ET DE DISCUSSION | | |
| Réunions du Conseil d'administration et des groupes (0001) | | |
| 12 février | Bureau | Bruxelles |
| 25-26 mars | Conseil d'administration | Dublin |
| 28 mai | Bureau | Bruxelles |
| 23-24 juin | Groupe des gouvernements | Dublin |
| 24-25 juin | Groupe des employeurs | Dublin |
| 5-6 juillet | Groupe des travailleurs | Dublin |
| 9 juillet | Bureau | Bruxelles |
| 24 septembre | Bureau | Bruxelles |
| 11 novembre | Réunions du bureau et des groupes | Dublin |
| 12 novembre | Conseil d'administration | Dublin |
| Réunions du comité d'experts (0002) | | |
| 6-7 juillet | Comité d'experts | Dublin |
| 10 novembre | Comité d'experts | Dublin |
| Échange d'informations avec les pays d'Europe centrale et orientale (0145) — K. O'Kelly, E. Köhler T. Kauppinen, F. Oliveira, P. Carotenuto, M. Miller | | |
| 27-29 septembre | Séminaire | Dublin |
| 18-21 octobre | Séminaire | Dublin |
| ACTIVITÉS D'INFORMATION ET DE DIFFUSION | | |
| Utilisation des sources d'information sur les relations industrielles en Europe — F. Murray | | |
| 25-27 février | Atelier conjoint Fondation/CES/ISE | Dublin |

Annexe 6

Conférences internationales en 1999

Janvier

13-14: séminaire sur la vie active 2000, l'environnement du travail et la santé (Stockholm): organisé par le *Swedish Working Life Institute*. P. Paoli a présenté document «Conditions de travail et stratégies en matière de santé et de sécurité sur le lieu de travail».

22: atelier sur les conditions de travail en Europe (Madrid): organisé par l'INSHT. P. Paoli a présenté un document «Conditions de travail en Europe».

Février

4-5: séminaire sur les changements institutionnels au sein de l'Union européenne (Caen): organisé par le LSCI-CNRS. M. de Nanteuil a présenté un document «Politiques d'emploi et de flexibilité dans le cadre de l'UE».

16-17: séminaire sur la création d'emplois dans le secteur des services (Bruxelles): organisé par la Commission européenne, DG Emploi et affaires sociales (P. Carotenuto).

19: séminaire sur les plans d'action nationaux (Bruxelles) et comité de rédaction *Transfer*: organisé par l'ISE (K. O'Kelly).

19-20: séminaire Nordflex du projet d'entreprise flexible de l'OCDE (Stockholm). Présentation par T. Kauppinen sur le projet UEM.

25-26: vie active 2000 (Bilbao): organisé par l'Agence européenne pour la sécurité et la santé au travail. Présentation par P. Paoli «Répondre aux exigences des responsables politiques: études sur les conditions de travail».

28: conférence sur les comités d'entreprise européens (Bruxelles): organisée par la CES (T.Kauppinen).

Mars

11-12: conférence sur le travail et le stress (Baltimore): organisée par l'*American Psychological Association*. R. Anderson a présidé la session «Politique sociale et absentéisme».

11-13: travail d'APA-NIOSH, conférence sur le stress et la santé (Baltimore): organisée par l'*American Psychological Association*. P. Paoli a présenté deux documents: «Facteurs psychosociaux de stress au lieu de travail et leurs répercussions sur la santé: la dimension européenne» et «Emploi et santé précaires».

12: colloque «Effets et méfaits de la modernisation dans la crise» (Paris): organisé par Eresmo. M. de Nanteuil fait une présentation «Politiques de qualification en France».

12-13: quatrième congrès européen de la CPE: changements en matière de risques au travail et réponses des autorités de réglementation (Turin): organisé par l'association européenne d'inspecteurs du travail (CPE) — Società nazionale operatori della prevenzione (SNOP). J. Costa a fait une présentation «La manière dont le travail a changé en Europe à la suite de l'intégration économique: données et opinions».

30: conférence sur le vieillissement au travail (Paris): organisée par ANVIE. P. Paoli a fait une présentation «Stratégies collectives pour le vieillissement sur le lieu de travail».

30: commission des affaires sociales et de l'emploi (Bruxelles): Parlement européen. F. Oliveira a présenté document «Les PME et la création d'emplois dans l'UE».

Avril

14-15: comité de l'emploi de la CES (Bruxelles): organisé par la CES. M. Latta a fait une présentation sur la participation et le marché du travail.

15: conférence du Comité économique et social, «Application des lignes directrices pour l'emploi 1999» (Nuremberg) (M. de Nanteuil).

15-16: concours européen de meilleures mesures d'incitation pour l'égalité des chances et actions concernant la famille susceptibles de favoriser l'égalité des chances concernant l'emploi (Düsseldorf): organisé par la présidence allemande et la DG Emploi et affaires sociales, Commission européenne (M. Latta).

15-17: les femmes et la prise de décision: égalité des chances (Paris): organisé par la DG Emploi et affaires sociales, Commission européenne. M. Latta a fait une présentation (M. de Nanteuil).

16: réunion sur l'orientation en matière de stress lié au travail (Luxembourg): organisée par la Commission européenne (J. Costa).

21-23: conférence EURAG (Graz). Exposition de la Fondation (A. Caomhanach, D. Hirschfeld).

22-23: la gouvernance urbaine (Oslo): organisé par l'*European Urban Studies Association*. R. Anderson a présenté «L'implication du citoyen dans le renouveau urbain».

23-24: quatrième conférence mondiale ATD sur l'échange de connaissances (Paris) (A. Parent-Thirion).

29-30: conférence sur les formes novatrices d'organisation du travail et la société de l'information (Bruxelles): organisée par le programme ADAPT de la Commission européenne (K.O'Kelly).

30: atelier sur l'actionnariat et la participation des employés (Bruxelles): organisé par la *Federation of Employed Shareholders* (K. O'Kelly).

Mai

5: atelier sur les politiques d'étalonnage des performances pour le développement industriel durable pour le groupe à haut niveau pour l'étalonnage des performances

(Bruxelles): organisé par la DG Industrie, Commission européenne (H. Litske).

6-7: table ronde de la Commission sur l'inclusion sociale (Bruxelles): organisée par la Commission européenne (R. Anderson, A. Parent-Thirion).

12-13: conférence du réseau international sur le harcèlement (Preston). M. Latta a fait une présentation «Bonnes conventions collectives sur la prévention du harcèlement sexuel au travail».

19-20: réunion AISS sur la recherche européenne en matière de protection sociale (Luxembourg) (R. Anderson).

19-21: conférence sur les initiatives et services d'organisation dans le secteur social (Aix-la-Chapelle): organisée par le ministère fédéral de la famille (P. Carotenuto).

20-21: conférence sur l'emploi et le bien-être (Louvain): organisée par HIVA. R. Anderson et A. Parent-Thirion ont présenté le travail de la Fondation. Exposition de la Fondation (A. Caomhanach).

20-22: conférence de l'IREC (relations industrielles dans les communautés européennes) (Aix-en-Provence). K. O'Kelly a présenté le travail en cours de l'enquête de l'EPOC. E. Verborgh a participé à un panel.

27-28: voyages au-delà des frontières (Ballymena): organisé par Ballymena Partnership. R. Anderson a présenté le travail de la Fondation.

31-2: conférence de juin sur la promotion de la santé au travail (Bonn): organisée par BAU, Dortmund. R. Anderson a présenté le travail de la Fondation.

Juin

2-3: groupe de réseau thématique sur le suivi de la santé et de la sécurité au lieu de travail (Bilbao): organisé par l'Agence européenne pour la sécurité et la santé au travail. J. Costa a présenté la troisième

enquête européenne sur les conditions de travail.

7: conférence sur les partenaires sociaux: l'insertion des personnes invalides dans le milieu du travail ordinaire (Cologne): organisée par la CES, l'UNICE, le CEEP. J. Costa a présenté les résultats de «L'emploi des personnes handicapées dans les PME».

8: premier stage international sur la gestion de l'environnement, la santé et la sécurité (Eckerö): organisé par le *Nordic Institute for Advanced Training in Occupational Health* (H. Litske).

9: séminaire sur le télétravail et le dialogue social (Bruxelles): organisé par la DG Emploi et affaires sociales, Commission européenne. E. Koehler a présenté les résultats de la Fondation sur le télétravail.

14-15: tendances en matière de SST (Bilbao) (P. Paoli).

15-16: réunion du groupe international sur la qualité et la visibilité des services de soutien des PME (Bruxelles): organisée par la *Swedish Foundation for Small Business Research*. F. Oliveira a présenté un document «Les emplois dans les micro-entreprises de l'UE».

15-18: troisième conférence ministérielle sur l'environnement et la santé (Londres): organisée par l'Organisation mondiale de la santé. H. Litske a fait une présentation «Incitations économiques pour de bonnes pratiques en matière de gestion de la santé et de l'environnement».

16-19: séminaire pour les PECO sur les stratégies de l'emploi en vue de promouvoir la cohésion sociale (Budapest): organisé par le conseil de l'Europe. K.O'Kelly a présenté «Productivité au lieu de travail et inclusion sociale: le défi de l'économie de marché» et a été le rapporteur général du séminaire.

18: conférence sur l'emploi précaire (Rome): organisée par la CGIL. P. Paoli a fait une présentation «Emploi précaire en Europe».

24-25: séminaire de l'OCDE sur les partenariats locaux (Belfast) (R. Anderson).

28-27: congrès de la CES (Helsinki): organisé par la CES. M.Latta a présenté un document sur les négociations collectives pour l'égalité (T. Kauppinen, E. Verborgh; M. Latta).

29: école européenne d'été sur la santé publique (Luxembourg). J. Costa a présenté les résultats des projets sur la deuxième enquête européenne sur les conditions de travail et les politiques de la santé au travail.

Juillet

1-2: développement d'actions de lutte contre la pauvreté: la recherche en Europe (Bristol): organisé par l'université de Bristol (A. Parent-Thirion).

2: inauguration des services de prévention de l'administration publique catalane (Barcelone). J. Costa a présenté les résultats des projets de la deuxième enquête européenne sur les conditions de travail et politiques de santé au travail.

2-3: réunion du comité de rédaction *Transfer* (Helsinki): organisée par l'ISE (K. O'Kelly).

5: séminaire du Centre commun de recherche sur le projet «Futures» (Bruxelles) (R. Anderson).

6: conseil international sur le bien-être social, réunion d'experts (Francfort) (R. Anderson).

7-11: quatrième congrès européen de gérontologie (Berlin) (R. Anderson).

8-11: onzième conférence internationale en matière de socio-économie (Madison, États-Unis): organisée par la *Society for the Advancement of Socio-Economics* (T. Kauppinen).

12: université d'été d'Alicante (Alicante). P. Paoli a donné une conférence sur la deuxième enquête sur les conditions de travail.

20: réseau européen de l'organisation du travail (EWON) (Bruxelles) (E. Verborgh, K. O'Kelly).

28: réunion sur l'orientation en matière de stress lié au travail par la Commission européenne (Luxembourg) (J. Costa).

Août

18-21: conférence annuelle de l'association sociologique européenne (Amsterdam). M. Latta a parlé de «la participation des femmes à la prise de décision dans la négociation en matière de relations industrielles» et des «stratégies en vue de concilier l'emploi et la famille/les enfants au moyen de négociation collective sur la flexibilité du travail».

25-27: conférence SE99- L'esprit d'entreprise durable au XXI^e siècle (Helsingborg). H. Litske a fait une présentation «Soutenir les PME durables».

Septembre

9: séminaire «L'insécurité de l'emploi et l'intensification du travail» (Cambridge): organisé par le *Queen's College* de l'université de Cambridge (M. de Nanteuil).

9-10: dix-neuvième Journées de l'association d'économie sociale (Paris) (A. Parent-Thirion).

16-17: conférence d'inauguration COST A13: la télématique (Bruxelles): organisée par la Commission européenne (A. Parent-Thirion).

22-24: sixième symposium sur la politique sociale européenne (Bonn): organisé par la DG Emploi et affaires sociales, la Commission européenne et la BDA. E. Koehler a présenté le rôle de la Fondation.

22-24: sixième assemblée européenne sur le télétravail et les nouvelles méthodes de travail (Aarhus) (T. Kauppinen).

23: conférence ESRC sur l'évolution des familles et des ménages britanniques (Londres) (R. Anderson).

23-25: comité français de service social et d'action sociale — Colloque européen: une Europe pour tous (Lille) (A. Parent-Thirion).

29-1: initiative de Vérone d'octobre — conférence d'experts sur l'investissement en

matière de promotion de la santé au travail: lignes d'orientation en matière de prise de décision (Vérone) (R. Anderson).

30 -1: conférence ministérielle d'octobre sur l'égalité des chances et les politiques de l'emploi (Helsinki): organisée par la présidence finlandaise. W. O'Conghaile a présenté «Aspirations, restrictions et choix — la manière dont les hommes et les femmes combinent la vie et le travail au sein de l'UE», basé sur un document de M. Latta et de W. O'Conghaile.

Octobre

1: réunion du conseil d'administration du Centre de traduction (Luxembourg) (E. Verborgh).

5-8: l'indépendance pour les personnes âgées dépendantes (Helsinki): organisé par le ministère finlandais des affaires sociales et de la santé (R. Anderson).

6-10: conférence sur les schémas types de travail et la protection sociale (Limassol): organisée par l'*European Institute of Social Security* (P. Carotenuto).

7-8: seizième Symposium international du travail et du bien-être (Houthalen): organisé par le ministère du travail. P. Paoli a présenté un document «Les conditions de travail en Europe».

11-12: conférence de la présidence finlandaise de l'UE sur des questions de temps de travail (Helsinki). T. Kauppinen a présenté un document «Le temps de travail» (M. Latta, M. de Nanteuil).

13: séminaire sur l'avenir du travail (Bruxelles): organisé par l'ISE (K.O'Kelly).

13-14: réunion du comité de rédaction *Transfer* (Bruxelles): organisée par l'ISE (K. O'Kelly).

15-16: première convention des représentants de la société civile (Bruxelles): organisée par l'Ecosoc (E. Verborgh).

17-19: le rôle des institutions intermédiaires en matière de stabilité sociale et de démocratie (Ravello): organisé par l'OIT, la

DG Société de l'information et IPL. H. Krieger a présenté un document.

21-22: conférence relative à l'impact de l'innovation technologique sur l'organisation du travail (Porto): organisée par la Commission européenne et l'IDICT (K. O'Kelly).

21-22: réunion de l'EWON (Porto): organisée par la Commission européenne (K. O'Kelly).

26-27: réunion du comité du conseil de l'Europe sur l'emploi (Strasbourg) (K.O'Kelly).

28: atelier «Temps de travail de l'Alliance pour l'emploi» (Bonn): organisé par le gouvernement allemand. E. Kohler a présenté un document sur le projet «Options d'emploi de la Fondation».

28-29: «Le temps dans la cité» (Milan): organisé par Euxceter. M. de Nanteuil a fait office de personne de contact.

Novembre

3-4: séminaire sur la santé au travail (Helsinki): organisé par le *Finnish Institute of Occupational Health*. M. de Nanteuil a fait une présentation «Santé au travail et conditions de travail dans l'UE».

5-6: conférence «Durabilité 2» (Helsinki): organisée par le forum consultatif européen sur l'environnement et le développement durable (J. Hurley).

5-6: forum d'entreprises (Genève): organisé par l'OIT (F. Oliveira).

5-7: séminaire sur le temps de travail et l'organisation du travail (Helsinki): organisé par NIVA (M. de Nanteuil).

7-9: conférence sur la participation directe (Helsingor): organisée par l'*ETU College (Centrale syndicale danoise LO)*. H. Krieger était le conférencier invité.

10-11: conférence «Transating and the computer 21» (Londres): organisée par Aslib (M. Barreiro, B. Mariacher).

13: symposium sur le développement et l'application de la sociologie à la médecine

(Londres), Royal Holloway + Redford College (R. Anderson).

15-16: la vie active en 2000 — atelier sur la création d'emplois (Bruxelles): organisé par le *Swedish Institute for Working Life et l'Université de Halmstad*. F. Oliveira a présenté un document «La création d'emplois et la qualité de l'emploi dans les micro-entreprises de l'UE».

15-16: conférence sur la vieillesse active (Bruxelles): organisée par la DG Emploi et affaires sociales, Commission européenne. R. Anderson a prononcé un discours: «Pourquoi faut-il et comment pourrait-on se permettre de travailler plus longtemps?» Exposition de la Fondation (T. Renehan, A. Caomhanach).

16: réunion de l'EWON (Bruxelles): organisée par la Commission européenne (K. O'Kelly, E. Verborgh).

16-17: conférence «Point de contrôle de localisation 1999 — La localisation de nouveaux médias: défi ou opportunité?» (Dublin): organisée par l'université de Limerick (M. Barreiro, C. Frawley, B. Mariacher).

22-23: conférence de la présidence finlandaise sur le financement de la protection sociale (Helsinki) (A. Parent-Thirion, P.Carotenuto).

22-23: réunion du conseil d'administration de l'Agence pour la sécurité et la santé au travail (Bilbao) (E. Verborgh).

23-24: conférence européenne sur les partenariats d'emploi locaux (Aarhus): organisée par la Commission européenne, le centre de Copenhague, le comté d'Aarhus, la municipalité d'Aarhus, le Comité des régions. Exposition de la Fondation (A. Caomhanach, G. Sanchez).

24: conférence sur la participation financière (Dublin): organisée par le National Centre for Partnership (K. O'Kelly).

25: réunion Exspro (Helsinki). A. Parent-Thirion a présenté le document

«Coordination des politiques d'activation pour les bénéficiaires d'un revenu minimal».

25-26: conférence sur la recherche relative aux petites entreprises (London): organisée par l'*European Institute for Advanced Studies in Management*. F. Oliveira était commentateur à la session de clôture.

26: colloque «Quarante ans de sociologie du travail» (Paris): organisé par l'Iresco (M. de Nanteuil).

29: commission de l'emploi et des affaires sociales du Parlement européen (Bruxelles). E. Verborgh a présenté les travaux de la Fondation.

Décembre

2: conférence de presse dans les bureaux de la représentation CE (Paris): «La nature changeante des conditions de travail et la gestion de la force de travail vieillissante des effectifs vieillissants en Europe». Présentations de R. Anderson, P. Paoli.

3: atelier sur les salaires minimaux et l'emploi (Paris): organisé par l'ISE (K. O'Kelly).

4: réunion du comité de rédaction *Transfer* (Paris) (K. O'Kelly).

6: réunion constitutive du groupe d'experts pour la création d'une base de données commune de terminologie pour les institutions de l'UE (Luxembourg): organisée par le Parlement européen (M. Barreiro).

6-7: réunion conjointe sur l'organisation du travail du Fonds social européen et de l'EWON (Bruxelles): organisée par la Commission européenne (K.O'Kelly).

9: séminaire sur la globalisation et la flexibilité organisé par le CNRS (Paris) (M. de Nanteuil).

11-12: réseau européens sur la promotion de la santé au travail (Helsinki). R. Anderson a présenté les travaux récents de la Fondation et ses activités futures.

Annexe 7**Publications de la Fondation**

La liste exhaustive des publications de la Fondation, classées par thème, se trouve sur son site *web*: <http://www.eurofound.ie>

Emploi

Deployment of telework in European public administrations

EN

Economic and monetary union, employment, social conditions and social benefits: A literature survey

EN

Employment and industrial relations in Europe: Volume 1
(Co-publication with Kluwer Law International)

EN

European employment and industrial relations glossary: Luxembourg
(Co-publication with Sweet and Maxwell)

EN

European guide for virtual companies: A framework for action (CD-ROM)

DE/EN

New forms of work (conference report)

EN

Pacts for employment and competitiveness: Concepts and issues

EN

Égalité des chances

Éclairage du processus — Égalité des chances et négociations collectives dans l'Union européenne — Rapport 4

DE, FR

Innovative agreements: An analysis. Equal opportunities and collective bargaining in the European Union. Report 3

EN

Renforcement et intégration de l'égalité des chances par la négociation collective

ES, DA, DE, EN, FR, IT, NL, PT, FI, SV

Santé et bien-être

BEST No. 1/1999 — Times in the city and quality of life

EN

Changing labour market conditions and health: A systematic literature review (1993-1998)

EN

Le statut de l'emploi et la santé (résumé)

DA, DE, EN, FR, IT, NL, PT, FI, SV

Making workplaces accessible: A guide to the integration of disabled people into industrial workplaces (CD-ROM)

EN

New approaches to improve the health of a changing workforce

EN

Precarious employment and health-related outcomes in the European Union

EN

Participation

Employment through flexibility: Squaring the circle — Findings from the EPOC survey

EN

EMU and the implications for industrial relations: A select bibliographic review

EN

Comités d'entreprise européens: une analyse des accords visés à l'article 13

DE, EN, FR

Participating on equal terms? The gender dimensions of direct participation in organisational change

EN

La participation à l'égalité? Les dimensions du genre et la participation directe dans le changement organisationnel (résumé)

ES, DE, EN, FR, IT

Useful but unused: Group work in Europe — Findings from the EPOC survey

EN

Utile mais non utilisé: le travail de groupe en Europe (Résumé)

ES, DE, EN, FR, IT

Cohésion sociale

Active strategies for an ageing workforce (Conference report)

EN

Des stratégies actives pour le vieillissement sur le lieu de travail et dans la collectivité (Résumé)

ES, DA, DE, EL, EN, FR, IT, NL, PT, FI, SV

Employment, family and community activities: A new balance for women and men

EN

Linking welfare and work

EN

La participation de la collectivité locale: guide de bonne pratique

EN, FR

La gestion d'effectifs vieillissants: guide de bonnes pratiques

ES, EN, FR, FI

Partnerships, participation, investment, innovation: Meeting the challenge of distressed urban areas (Conference report)

EN

Sustainable Development

Design for integration (CD-ROM)

EN

Le développement durable dans les espaces ruraux et côtiers: expériences et propositions françaises

FR

Economic instruments for sustainable development: Improving the external and working environments — Part 1

EN

Participation in rural development

EN

Design for sustainable development: Practical examples of SMEs

EN

Développement durable: initiatives pratiques pour les décideurs et les partenaires sociaux

DE, EN, FR

The role of the social partners in sustainable development (Conference report)

EN

Sustainability in rural and coastal areas: The role and impact of infrastructure in rural and coastal areas

EN

EN

Sustainability in coastal zones: The human element in social, economic and environmental aspects — Focus on the Mediterranean basin

EN

EN

Training for sustainable development: Report on a European seminar

EN

EN

Training in environmental management: Industry and sustainability

EN

EN

Observatoire européen des relations industrielles (EIRO)

EIRO annual review 1998

EN

EN

EIRO Observer 1/99-6/99

EN

Divers

Communiqué 1/99-10/99

EN/FR

Rapport annuel 1998

ES, DA, DE, EN, FR, IT, NL, PT, FI, SV

Programme de travail pour 1999

ES, DA, DE, EL, EN, FR, IT, NL, PT, FI, SV

Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail

Rapport annuel 1999

Luxembourg: Office des publications officielles des Communautés européennes

2000 — 48 p. — 21 x 29,7 cm

ISBN 92-828-9518-1

BELGIQUE/BELGIË

Jean De Lannoy
Avenue du Roi 202/Koningstraat 202
B-1190 Brussels/Bruxelles
Tel. (32-2) 538 43 86
Fax (32-2) 538 06 41
E-mail: jean.de.lannoy@infoboard.be
URL: <http://www.jean-de-lannoy.be>

**La Librairie européenne/
De Europese Boekhandel**
Rue de la Loi 244/Wetstraat 244
B-1040 Brussels/Bruxelles
Tel. (32-2) 295 26 29
Fax (32-2) 720 06 80
E-mail: mail@libeuro.be
URL: <http://www.libeuro.be>

Moniteur belge/Belgisch Staatsblad
Rue de Louvain 40-42/Louizensieweg 40-42
B-1000 Brussels/Bruxelles
Tel. (32-2) 562 22 11
Fax (32-2) 511 01 84

DANMARK

J. H. Schultz Information AIS
Hørsholmvej 12
DK-2620 Albertslund
Tel. (45) 43 63 23 00
Fax (45) 43 63 19 99
E-mail: schultz@schultz.dk
URL: <http://www.schultz.dk>

DEUTSCHLAND

Bundesanzeiger Verlag GmbH
Vertriebsabteilung
Amsterdamer Straße 192
D-50735 Köln
Tel. (49-221) 97 66 80
Fax (49-221) 97 66 52 78
E-Mail: vertrieb@bundesanzeiger.de
URL: <http://www.bundesanzeiger.de>

ΕΛΛΑΣ/GREECE

G. C. Eleftheroudakis SA
International Bookstore
Πανεπιστημίου 17
GR-10264 Athens
Tel. (30-1) 331 41 801/2/3/4/5
Fax (30-1) 323 96 21
E-mail: elebooks@net.gr

ESPAÑA

Boletín Oficial del Estado
Trafalgar, 27
E-28071 Madrid
Tel. (34) 913 36 21 11 (Libros)
913 84 17 15 (Suscripción)
Fax (34) 913 36 21 21 (Libros)
913 84 17 14 (Suscripción)
E-mail: clientes@com.boe.es
URL: <http://www.boe.es>

Mundi Prensa Libros, SA

Castelló, 37
E-28001 Madrid
Tel. (34) 914 36 37 00
Fax (34) 916 76 39 98
E-mail: libreria@mundiprensa.es
URL: <http://www.mundiprensa.com>

FRANCE

Journal officiel
Service des publications des CE
26, rue Dalaix
F-75727 Paris Cedex 16
Tel. (33) 140 58 77 31
Fax (33) 140 58 77 00
E-mail: europublications@journal-officiel.gouv.fr
URL: <http://www.journal-officiel.gouv.fr>

IRELAND

Alan Hanna's Bookshop
270 Lr. Rathmines Rd
Dublin 6
Tel. (353-1) 496 73 86
Fax (353-1) 496 02 28

ITALIA

Licosa SpA
Via Duca di Calabria, 1/1
Casella postale 552
I-50125 Firenze
Tel. (39) 055 64 83 1
Fax (39) 055 64 12 57
E-mail: licosa@licosa.com
URL: <http://www.licosa.com>

LUXEMBOURG

Messageries du livre SARL
5, rue Raffäelzen
L-2411 Luxembourg
Tel. (352) 40 10 20
Fax (352) 49 06 81
E-mail: mail@mdl.lu
URL: <http://www.mdl.lu>

NEDERLAND

SDU Servicecentrum Uitgevers
Christoffel Plein/nieuwstraat 2
Postbus 35014
2500 EA Den Haag
Tel. (31-70) 378 98 80
Fax (31-70) 378 97 83
E-mail: adu@adu.nl
URL: <http://www.sdu.nl>

ÖSTERREICH

**Marr'sche Verlags- und
Universitätsbuchhandlung GmbH**
Kohlmarkt 16
A-1014 Wien
Tel. (43-1) 53 16 11 00
Fax (43-1) 53 16 11 67
E-Mail: bestellen@marrz.co.at
URL: <http://www.marrz.at>

PORTUGAL

Distribuidora de Livros Bertrand Ld.ª
Grupo Bertrand, SA
Rua das Torres dos Vales, 4-A
Apartado 60037
P-2700 Anadara
Tel. (351) 214 95 87 87
Fax (351) 214 96 02 55
E-mail: dib@p.pt

Imprensa Nacional-Casa da Moeda, SA
Rua da Escola Politécnica nº 135
P-1250 -100 Lisboa Codex
Tel. (351) 213 94 37 00
Fax (351) 213 94 37 50
E-mail: spoon@incm.pt
URL: <http://www.incm.pt>

SUOMI/FINLAND

**Akateeminen Kirjakauppa/
Akademiska Bokhandeln**
Keskuskatu 1/Centralgatan 1
FI-00100 Helsinki/Helsingfors
P.O. Box 1259
Tel. (358-9) 121 44 18
Fax (358-9) 121 44 30
Sähköposti: sp@akateeminen.com
URL: <http://www.akateeminen.com>

SVERIGE

BTJ AB

Trafikvägen 11
S-221 82 Lund
Tel. (46-46) 18 00 00
Fax (46-46) 30 79 47
E-post: bjau-pub@btj.se
URL: <http://www.btj.se>

UNITED KINGDOM

The Stationery Office Ltd
Orders Department
PO Box 276
London SW8 6OT
Tel. (44-171) 870 60 05-522
Fax (44-171) 870 60 05-533
E-mail: book.orders@hso.co.uk
URL: <http://www.tsoonline.co.uk>

ISLAND

Bokabud Larsen Björndal
Skólavörðungsg. 2
IS-101 Reykjavik
Tel. (354) 552 55 40
Fax (354) 552 56 90
E-mail: bokabud@simnet.is

NORGE

Sveta Norge AS
Gjensvovik 18
Boks 6512 Elverstad
N-0606 Oslo
Tel. (47-22) 97 45 00
Fax (47-22) 97 45 45
E-mail: kylterid@sveta.nl

SCHWEIZ/SUISSE/SVIZZERA

Euro Info Center Schweiz
g/o OSEC
Stampfenbachstrasse 85
PF 492
CH-8035 Zürich
Tel. (41-1) 365 93 10
Fax (41-1) 366 54 11
E-mail: oice@osec.ch
URL: <http://www.osec.ch/eico>

BÄLGARIJA

Europress Euromedia Ltd
99, blvd Vitosha
BG-1000 Sofia
Tel. (359-2) 960 37 66
Fax (359-2) 960 42 30
E-mail: Milena@mbox.dit.bg

ČESKÁ REPUBLIKA

ÚSTÍ

NIS-prodejna
Havlovova 22
CZ-130 99 Praha 3
Tel. (420-2) 24 23 14 86
Fax (420-2) 24 23 11 14
E-mail: vodstovaj@isec.cz
URL: <http://vuisor.cz>

CYPRUS

**Cyprus Chamber of Commerce
and Industry**
PO Box 1455
CY-1509 Nicosia
Tel. (357-2) 66 95 00
Fax (357-2) 66 10 44
E-mail: deletrap@ccoi.org.cy

EESTI

Eesti Kaubandus-Tööstuskoda
(Estonian Chamber of Commerce and Industry)
Toom-Kooli 17
EE-00011 Tallinn
Tel. (372) 646 02 44
Fax (372) 646 02 45
E-mail: info@koda.ee
URL: <http://www.koda.ee>

HRVATSKA

Mediatrade Ltd
Pavle Heczo 1
HR-10000 Zagreb
Tel. (385-1) 481 94 11
Fax (385-1) 481 94 11

MAGYARORSZÁG

Euro Info Service
Hungexpo Europe Ház
PO Box 44
H-1441 Budapest
Tel. (36-1) 264 82 70
Fax (36-1) 264 82 75
E-mail: europinfo@euroinfo.hu
URL: <http://www.euroinfo.hu>

MALTA

Miller Distributors Ltd
Malta International Airport
PO Box 26
Luqa LQA 05
Tel. (356) 66 44 68
Fax (356) 67 67 99
E-mail: genwh@usa.net

POLSKA

Ara Polona
Krakowska Przedmieście 7
Stk. pocztowa 1001
PL-00-960 Warszawa
Tel. (48-22) 826 12 01
Fax (48-22) 826 62 40
E-mail: books119@arspolona.com.pl

ROMÂNIA

Euromedia
Strada Francoza Nr 44 sector 3
RO-70749 Bucuresti
Tel. (40-1) 315 44 03
Fax (40-1) 315 44 03
E-mail: mmedic@pcnet.pcnet.ro

ROSSIYA

CCEC
60-letiya Otkrytiya Av. 9
117312 Moscow
Tel. (7-095) 135 52 27
Fax (7-095) 135 52 27

SLOVAKA

Centrum VTI SR
Már. Štefáky, 19
SK-81223 Bratislava
Tel. (421-7) 54 41 83 64
Fax (421-7) 54 41 83 64
E-mail: europ@vti.sk
URL: <http://www.vti.sk>

SLOVENIJA

Gospodarski Vestnik
Dunajska cesta 5
SLO-1000 Ljubljana
Tel. (386) 613 09 18 40
Fax (386) 613 09 18 45
E-mail: europ@gvestnik.si
URL: <http://www.gvestnik.si>

TÜRKIYE

Dunya Intel AS
100, Yil Mahallesi 34440
TR-80050 Bagcilar-Istanbul
Tel. (90-212) 629 48 89
Fax (90-212) 629 48 27
E-mail: info@dunya-gazete.com.tr

AUSTRALIA

Hunter Publications
PO Box 404
3067 Abbotsford, Victoria
Tel. (61-3) 94 17 03 61
Fax (61-3) 94 19 71 54
E-mail: jpdavies@ozemail.com.au

CANADA

Les éditions La Liberté Inc.
3020, chemin Sainte-Foy
G1X 3V8 Sainte-Foy, Québec
Tel. (1-418) 658 37 83
Fax (1-800) 367 54 49
E-mail: liberte@mediom.qc.ca

Renouf Publishing Co. Ltd

5369 Chemin Carleton Road Unit 1
K1J 9J3 Ottawa, Ontario
Tel. (1-613) 745 26 65
Fax (1-613) 745 76 60
E-mail: order.dept@renoufbooks.com
URL: <http://www.renoufbooks.com>

EGYPT

**The Middle East Observer
and Industry**
41 Sherif Street
Cairo
Tel. (20-2) 392 69 19
Fax (20-2) 393 97 32
E-mail: inquiry@meobserver.com
URL: <http://www.meobserver.com.eg>

INDIA

ERIC India
3rd Floor, Y. B. Chavan Centre
Gen. J. Bhosale Marg
400 021 Mumbai
Tel. (91-22) 262 60 64
Fax (91-22) 263 45 64
E-mail: ebic@globalnet1.vsnl.net.in
URL: <http://www.ebicindia.com>

JAPAN

PSI Japan
Asahi Sanbanchō Plaza #206
7-1 Sanbanchō, Chiyoda-ku
Tokyo 102
Tel. (81-3) 32 34 89 21
Fax (81-3) 32 34 89 15
E-mail: books@psi-japan.co.jp
URL: <http://www.psi-japan.co.jp>

MALAYSIA

EBIC Malaysia
Level 7, Wisma Hong Leong
18 Jalan Perak
50450 Kuala Lumpur
Tel. (60-3) 21 62 62 98
Fax (60-3) 21 62 61 98
E-mail: ebic-kl@mol.net.my

MÉXICO

Mundi Prensa Mexico, SA de CV
Rio Pinarco No 141
Colonia Cuauhtémoc
MX-06500 Mexico, DF
Tel. (52-5) 533 56 58
Fax (52-5) 514 67 99
E-mail: 101545.2361@compuserve.com

PHILIPPINES

EBIC Philippines
19th Floor, PS Bank Tower
Sen. Gil J. Puyat Ave. cor. Tindalo St.
Makati City
Metro Manila
Tel. (63-2) 759 66 80
Fax (63-2) 759 66 90
E-mail: ecopcom@iglobe.com.ph
URL: <http://www.ecop.com>

SOUTH AFRICA

Eurochamber of Commerce in South Africa
PO Box 781736
2146 Sandton
Tel. (27-11) 894 39 52
Fax (27-11) 883 55 73
E-mail: info@eurochamber.co.za

SOUTH KOREA

**The European Union Chamber
of Commerce in Korea**
5th Fl. The Shilla Hotel
202, Jongsung-dong 2 Ga, Chung-ku
100-392 Seoul
Tel. (82-2) 22 53-5631/4
Fax (82-2) 22 53-5635/6
E-mail: eucck@eucck.org
URL: <http://www.eucck.org>

SRI LANKA

EBIC Sri Lanka
Trang Asia Hotel
115 Sir chittapalam
A, Gardiner Mawatha
Colombo 2
Tel. (94-1) 074 71 50 78
Fax (94-1) 44 87 79
E-mail: ebic@trn.lk

THAILAND

EBIC Thailand
29 Varisara Building, 8th Floor
Sai Chulom
Ploenchit
10330 Bangkok
Tel. (66-2) 620 06 27
Fax (66-2) 655 06 28
E-mail: ebicbkk@kcc15.th.com
URL: <http://www.ebicbkk.org>

UNITED STATES OF AMERICA

Berman Associates
4611-F Assembly Drive
Lanham MD20706
Tel. (1-800) 274 44 47 (toll free telephone)
Fax (1-800) 865 34 50 (toll free fax)
E-mail: query@berman.com
URL: <http://www.berman.com>

**ANDERE LÄNDER/OTHER COUNTRIES/
AUTRES PAYS**

**Bitte wenden Sie sich an ein Büro Ihrer
Wahl! Please contact the sales office
of your choice! Veuillez vous adresser
au bureau de vente de votre choix**
**Office for Official Publications
of the European Communities**
2, rue Mercier
L-2985 Luxembourg
Tel. (352) 29 29-42/55
Fax (352) 29 29-42/58
E-mail: info@cec.eu.int
URL: <http://eur-0p.eu.int>



Fondation européenne
pour l'amélioration des conditions de vie et de travail
Wyattville Road, Loughlinstown, Co. Dublin, Irlande
Tél: (353-1) 204 31 00 – Fax (353-1) 282 64 56



OFFICE DES PUBLICATIONS OFFICIELLES
DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

L-2985 Luxembourg

ISBN 92-828-9518-1



9 789282 895184